



Unédic

L'Assurance chômage française

PRÉSENTATION INVESTISSEURS

Mai 2025



SOMMAIRE

- 1 La France en quelques chiffres**
- 2 Présentation de l'Unédic**
- 3 Perspectives économiques de la France**

- 4 Prévisions financières**
- 5 Stratégie de financement**
- 6 Obligations Sociales**

1

La France en quelques chiffres

- L'emploi en France
- Les demandeurs d'emploi couverts par l'Assurance chômage

Unédic



L'emploi en France

1

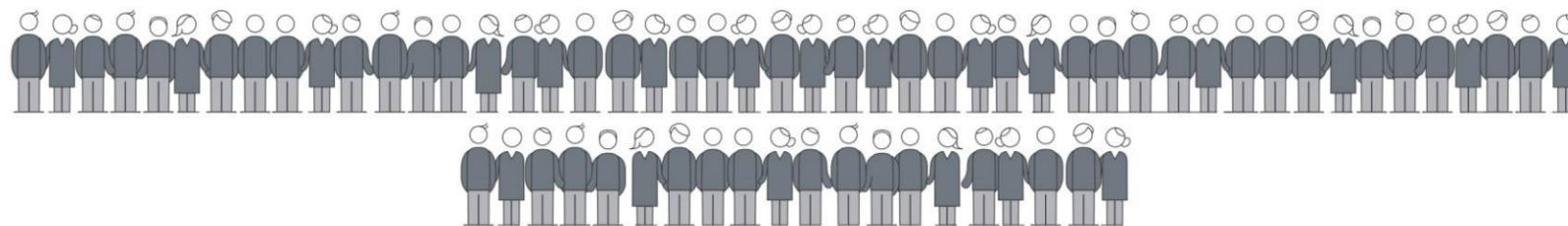
LA FRANCE EN
QUELQUES CHIFFRES

En 2023

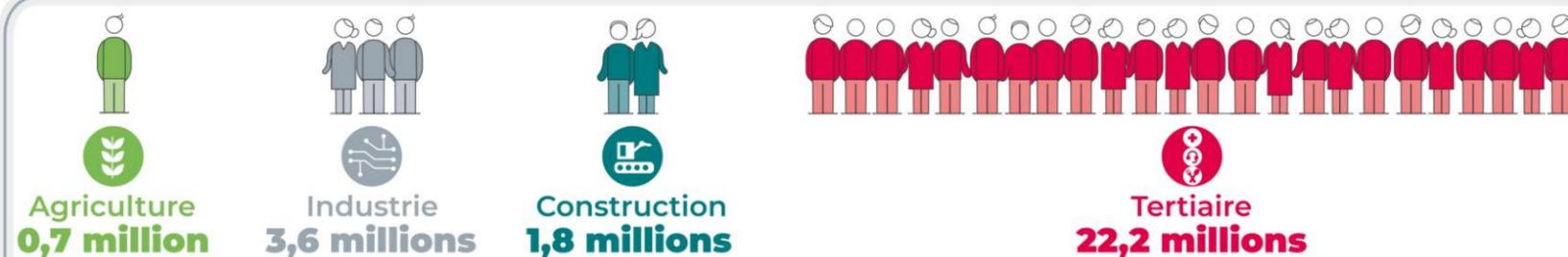
PIB
2 823 Md€

PIB par tête
41 281 €

Population (2023)
68,4 millions



Emploi selon le secteur d'activité
28,6 millions



Sources :

Insee - [PIB \(2023\) : Les comptes de la Nation en 2022](#) (publié le 5 novembre 2024)

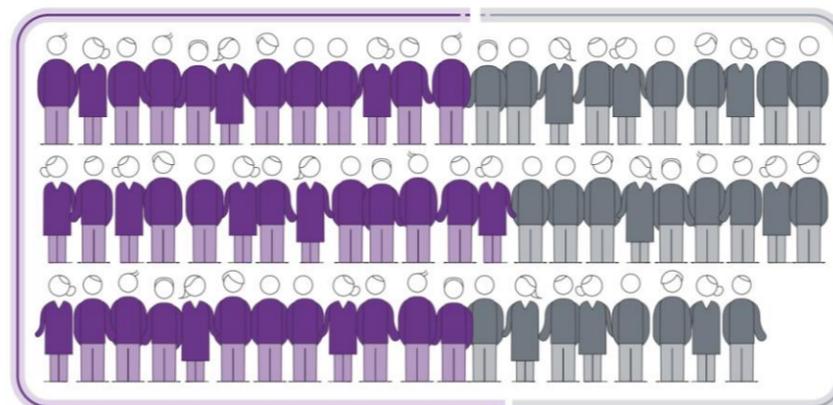
Insee - [Population \(2023\) : Bilan démographique 2023](#) (publié le 16 janvier 2024)

Insee - [Emploi selon le secteur d'activité \(2022\) : Emploi, chômage, revenus du travail](#) (publié le 22 août 2024)

Les demandeurs d'emploi couverts par l'Assurance chômage

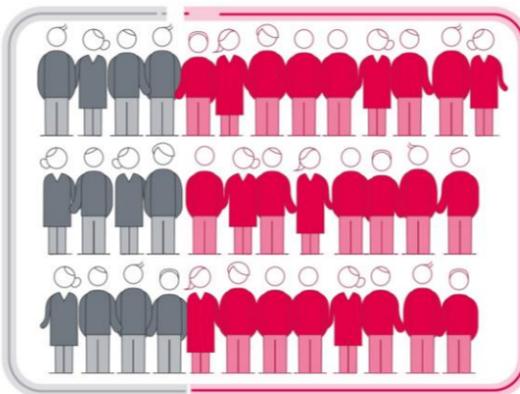
Fin 2023, la France comptait
6,2 millions
de personnes en recherche d'emploi
enregistrées à France Travail

Parmi eux,
3,8 millions
de bénéficiaires
de l'Assurance chômage



Ne sont pas couverts par le régime d'assurance chômage les personnes qui n'ont pas suffisamment travaillé pour avoir droit à l'aide ou au renouvellement de leur droit à l'indemnisation, ou celles dont le contrat de travail n'a pas été résilié ou qui ne sont pas incluses dans le régime (fonctionnaires, démissionnaires et indépendants)

Les personnes qui ne perçoivent pas d'allocations ont généralement travaillé et perçu un salaire élevé par rapport à leur salaire de référence. Elles peuvent également être couvertes par l'Assurance maladie ou en différé d'indemnisation au début de leur droits



Parmi eux,
2,7 millions
perçoivent une allocation chômage

Source : Unédic - Les indicateurs de l'Assurance chômage (publié le 23 mai 2024)

2

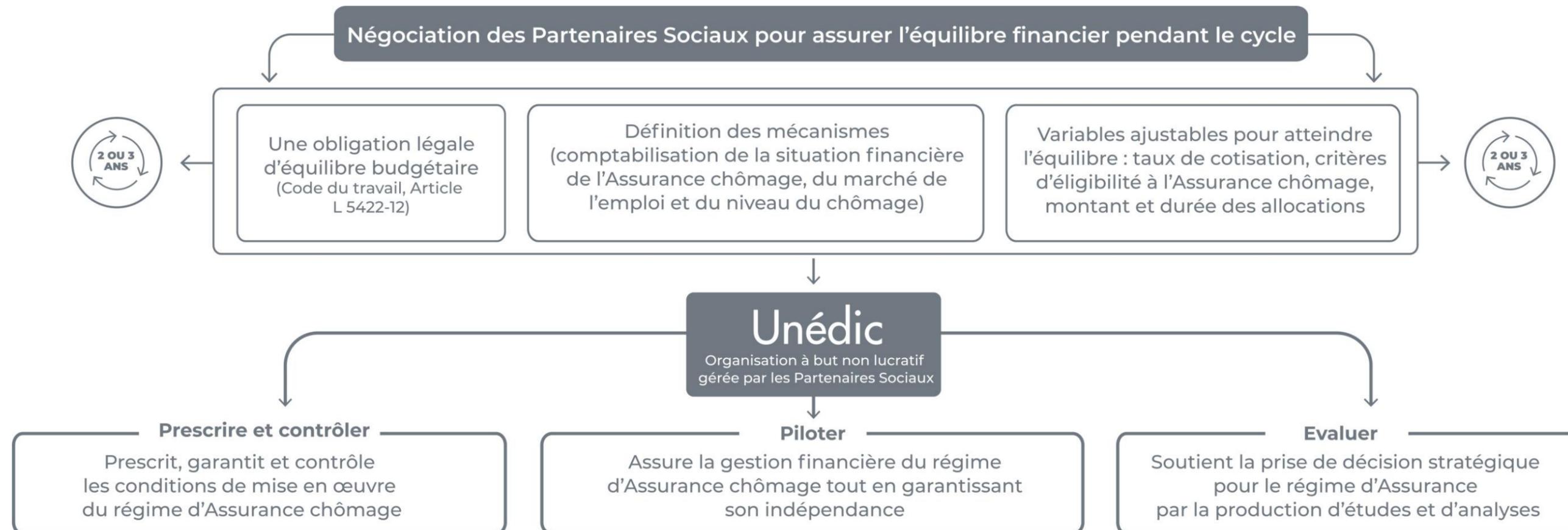
Présentation de l'Unédic

- **Les rôles et missions de l'Unédic**
- **L'Assurance chômage : un organisme paritaire**
- **Recouvrement et versement des prestations**
- **L'Unédic et l'État français : des responsabilités partagées**
- **Les comptes de l'Unédic en 2023**
- **Critères de Maastricht : Consolidation de la dette de l'Unédic avec la dette de la France**

Unédic

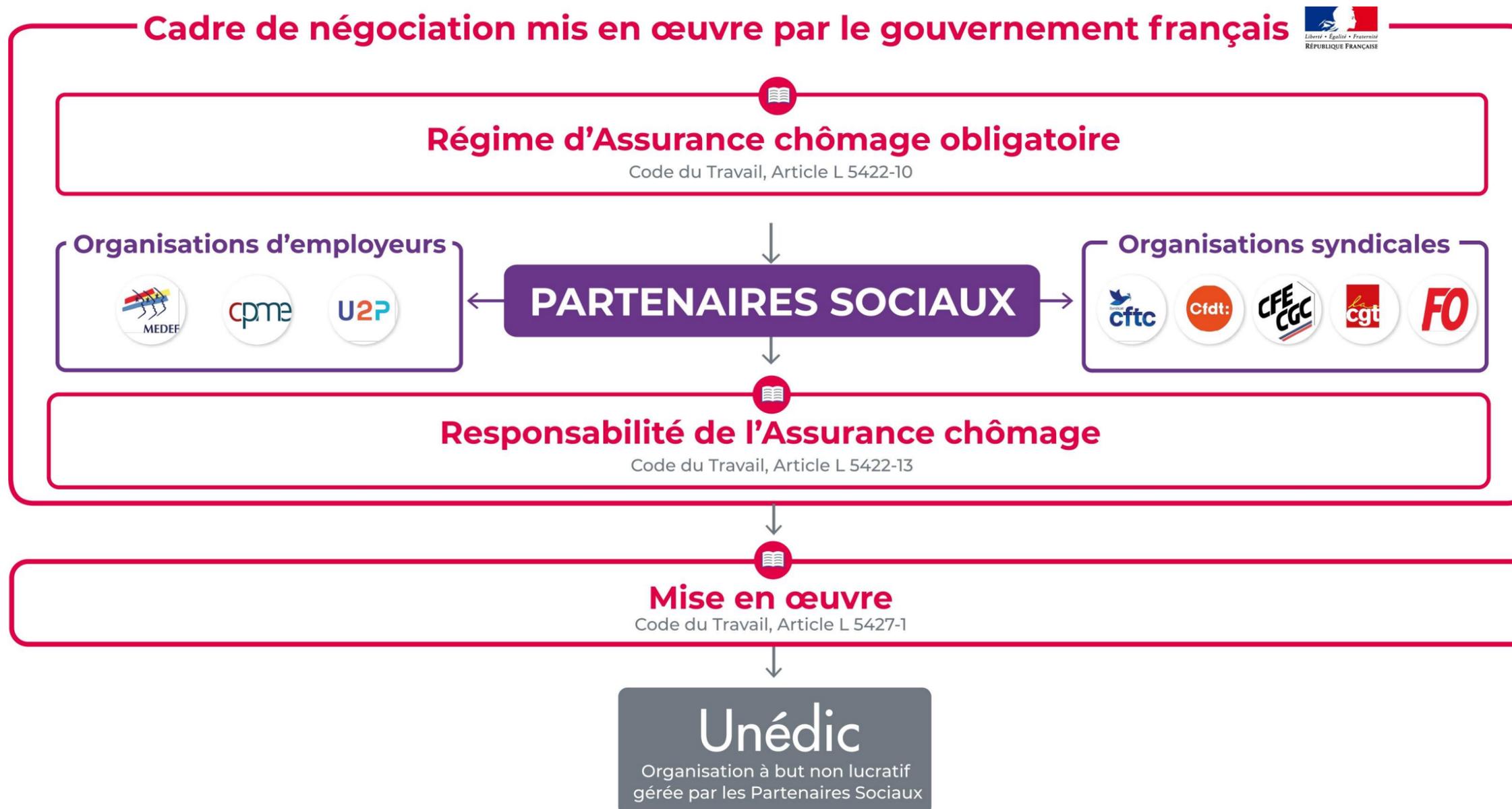
Les rôles et missions de l'Unédic

L'Unédic est une association de Loi 1901 à but non lucratif, fondée en 1958 par les Partenaires Sociaux pour gérer l'Assurance chômage en France.



Source : Unédic

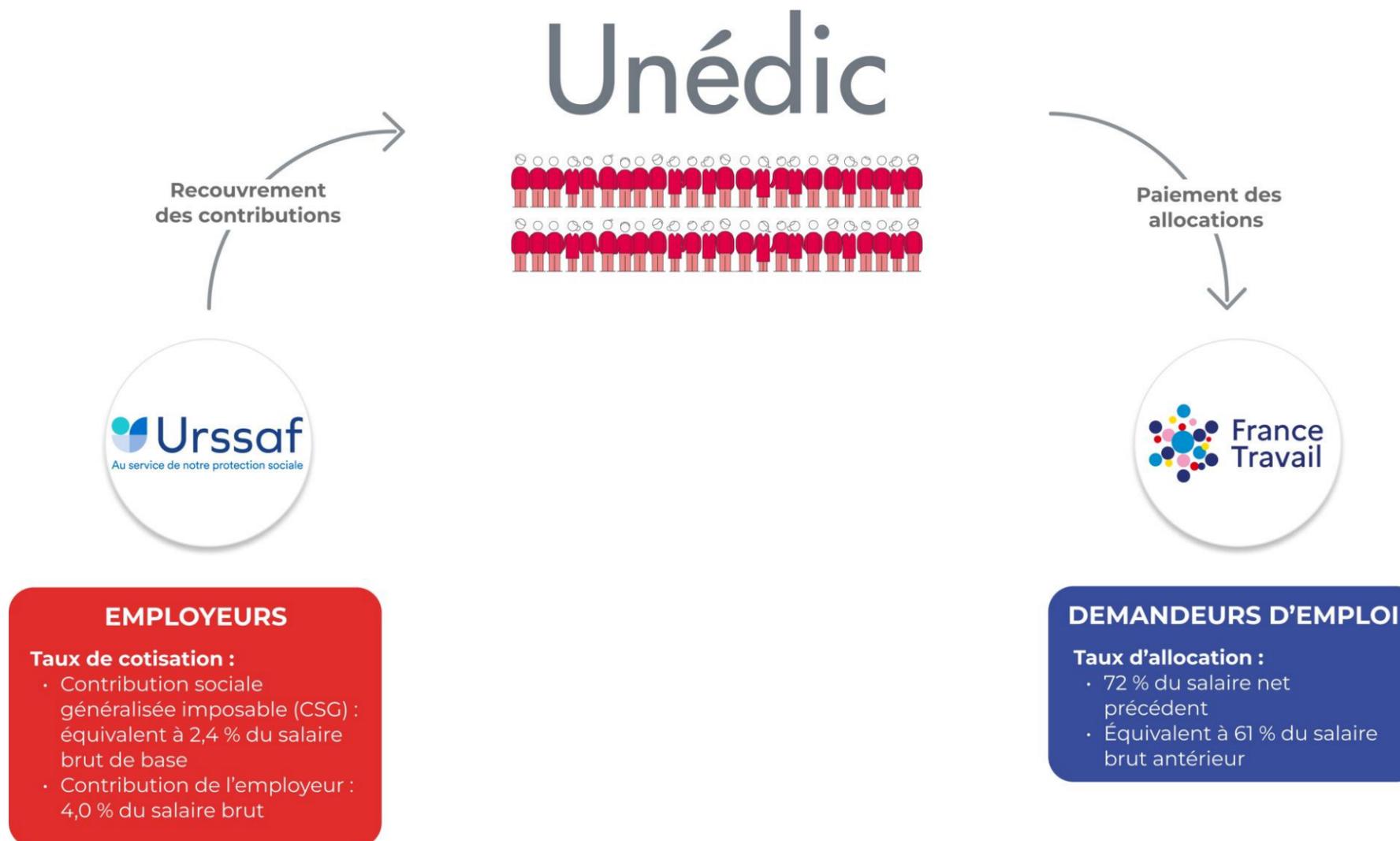
L'Assurance chômage : un organisme paritaire



Source : Unédic

Recouvrement et versement des prestations

L'Unédic travaille avec deux organismes publics sur la réalisation des opérations de recouvrement des contributions et de versement des allocations.



Source : Unédic

Note : Avec la nouvelle convention d'assurance chômage du 15 novembre 2024, le taux de contribution employeur est fixé à 4 % depuis le 1er mai 2025

L'Unédic et l'État français : des responsabilités partagées

2

PRÉSENTATION DE
L'UNÉDIC

Négociation des Partenaires Sociaux pour assurer l'équilibre financier pendant le cycle

Unédic

Responsabilité partagée

Caractère obligatoire de l'Assurance
chômage au niveau national
(Code du travail, Article L 5422-13)



Parlement

- Une partie des recettes de l'Unédic est désormais définie par la loi de financement de la Sécurité sociale
- Analyse la situation globale de l'Unédic

- Les émissions obligataires (programme EMTN) bénéficient de la garantie explicite de l'État, publiée en loi de Finances

Loi de Finances n°2025-127, Article 149 (14 février 2025) : autorisation de fournir une garantie explicite pour 2025 à hauteur de 4 Md€

Gouvernement

- Agrément par le Premier ministre de l'accord sur l'Assurance chômage (Code du travail, Article L 5422-21)
- Au cours de l'été 2018, une nouvelle loi a été votée, renforçant le rôle de l'État
Loi n°2018-771 « Avenir professionnel » :
 - Cadre de négociation donné aux Partenaires Sociaux par le Premier ministre
 - Mise en œuvre de mesures spécifiques par décret
 - L'État est en droit de prendre le contrôle de la gestion de l'Assurance chômage si les Partenaires Sociaux ne parviennent pas à un accord

- Garantie de l'État octroyée par le ministre des Finances

Arrêté ministériel (17 février 2025) :

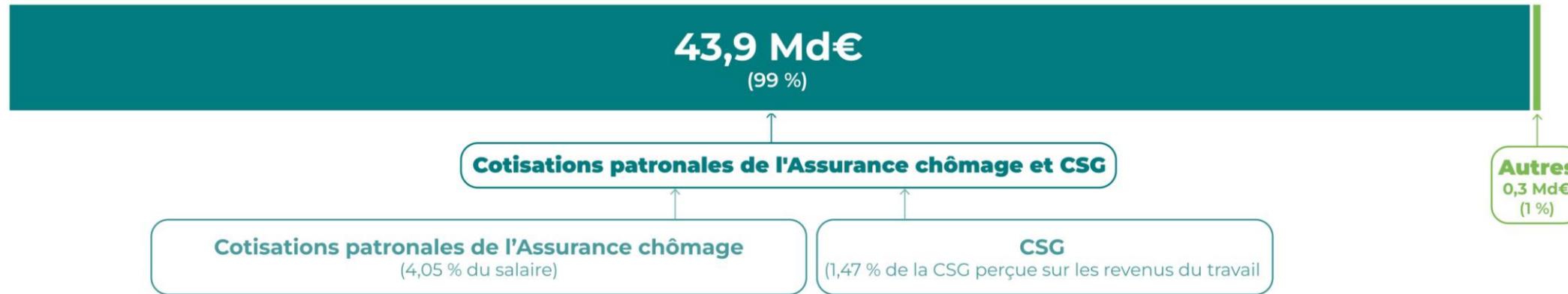
- La garantie autonome à première demande, inconditionnelle et irrévocable de l'État est accordée aux obligations qui seront émises en 2025 par l'Unédic
- La garantie porte sur un encours maximum en principal de 4 Md€ auquel s'ajoutent tous intérêts et frais y afférents

Les comptes de l'Unédic en 2023

2

PRÉSENTATION DE
L'UNÉDIC

RECETTES 44,2 Md€



DÉPENSES 42,3 Md€



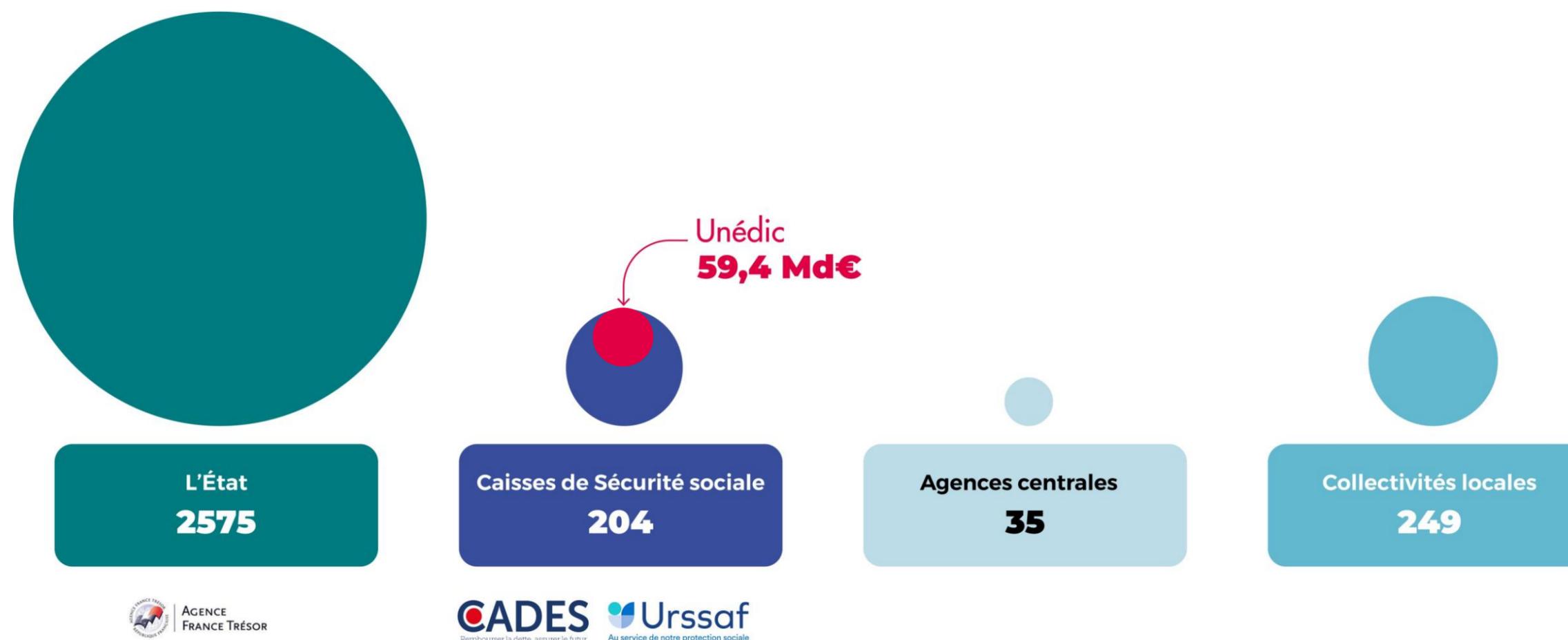
La loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel a supprimé les cotisations d'Assurance chômage des salariés (2,40 %) à partir de janvier 2019. Pour pallier cette suppression, la Loi de financement de la Sécurité sociale pour 2019 a prévu à l'Unédic l'affectation de 1,47 % de la CSG perçue sur les revenus du travail. En 2023, la CSG sur les revenus du travail allouée à l'Unédic s'élève à 17 Md€.

Contribution Sociale Généralisée (CSG) : Il s'agit d'un impôt sur la plupart des revenus, y compris les salaires.

Source : Unédic - Rapport financier 2023 (publié le 11 juillet 2024)

Critères de Maastricht : Consolidation de la dette de l'Unédic avec la dette de la France

Dette nette des administrations publiques par sous-secteur (en Md€)



Sources : Insee - Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques (T4) (publié le 27 mars 2025) ; Unédic, au 31 décembre 2024

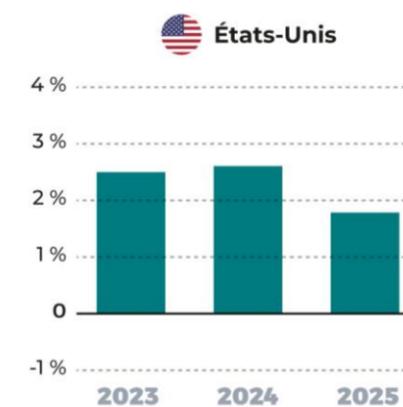
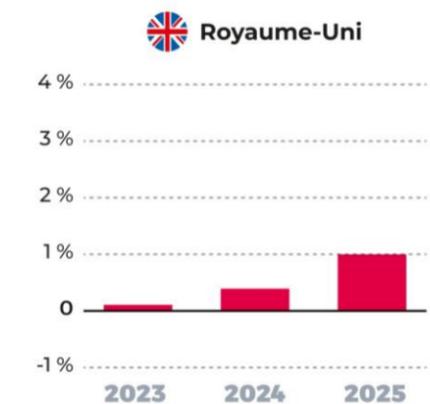
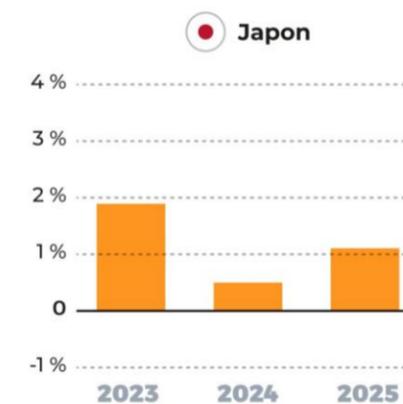
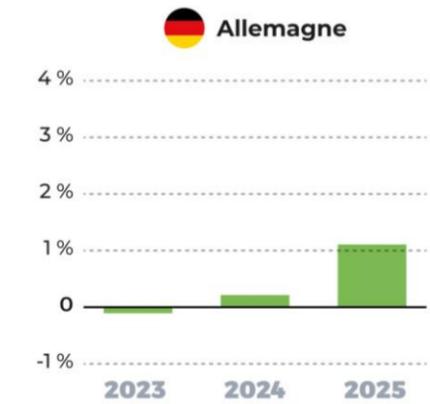
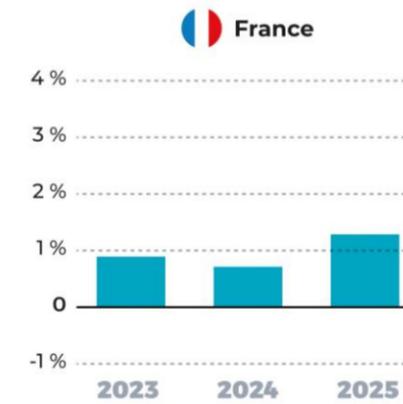
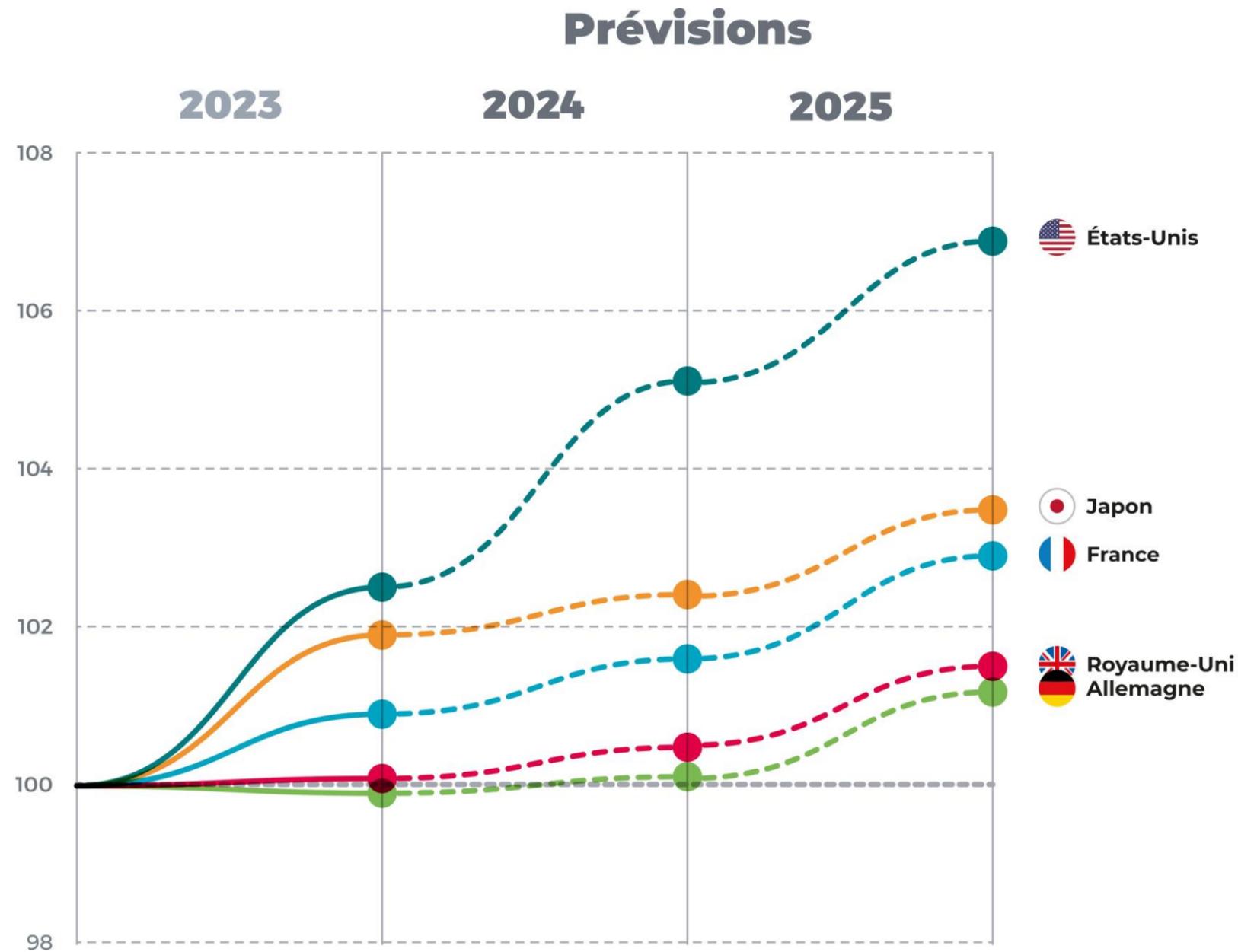
3

Perspectives économiques de la France

- Croissance du PIB réel par pays
- Climat des affaires et de l'emploi
- Croissance prévue de la population active
- La croissance de la population active soutenue par les seniors
- Hausse du taux d'emploi des seniors depuis les années 2000
- Baisse du taux de chômage depuis 2015

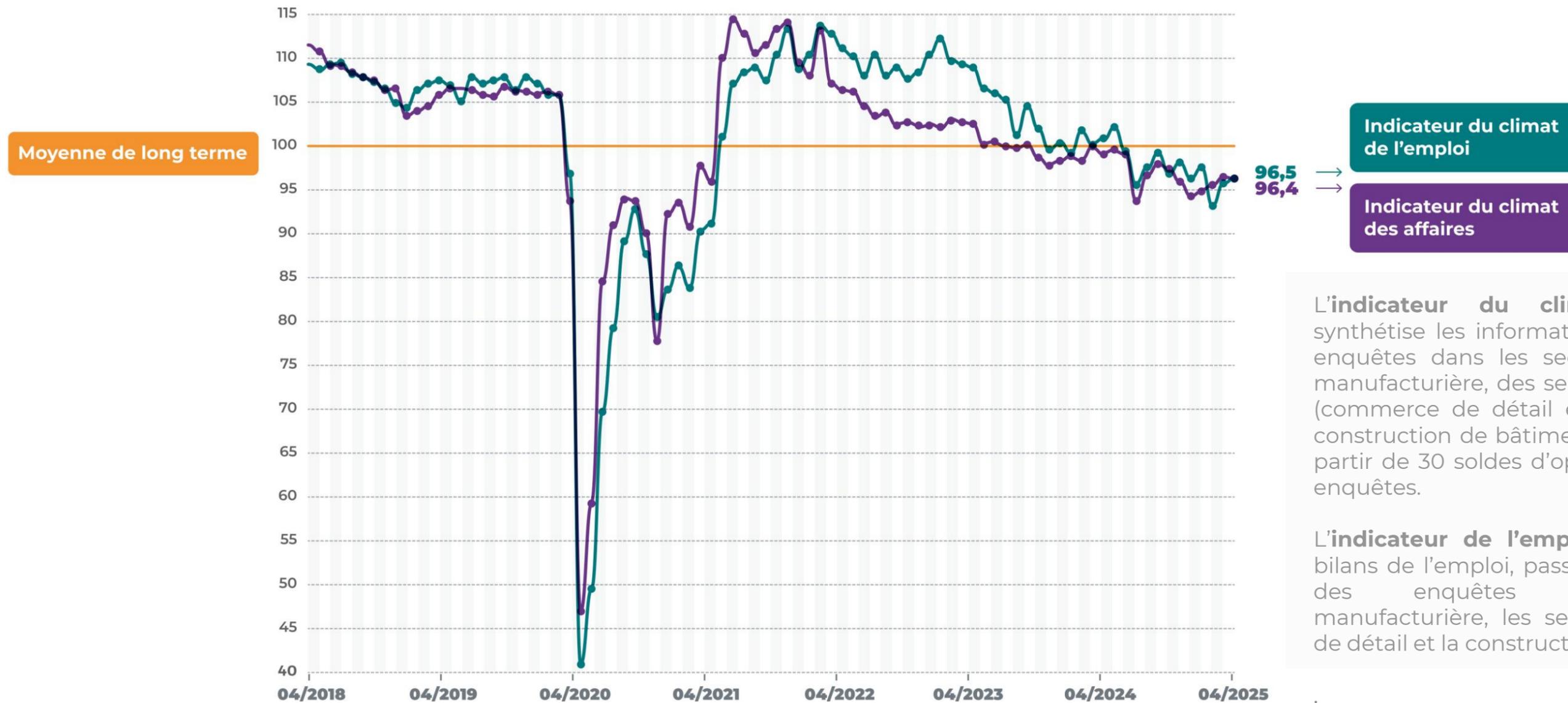
Unédic

Croissance du PIB réel par pays



Source : OCDE - Perspectives économiques : statistiques et projections ; Taux de croissance cumulé (%) (dernière mise à jour en juillet 2024)
 Note : Base 100 fin 2022

Climat des affaires et de l'emploi

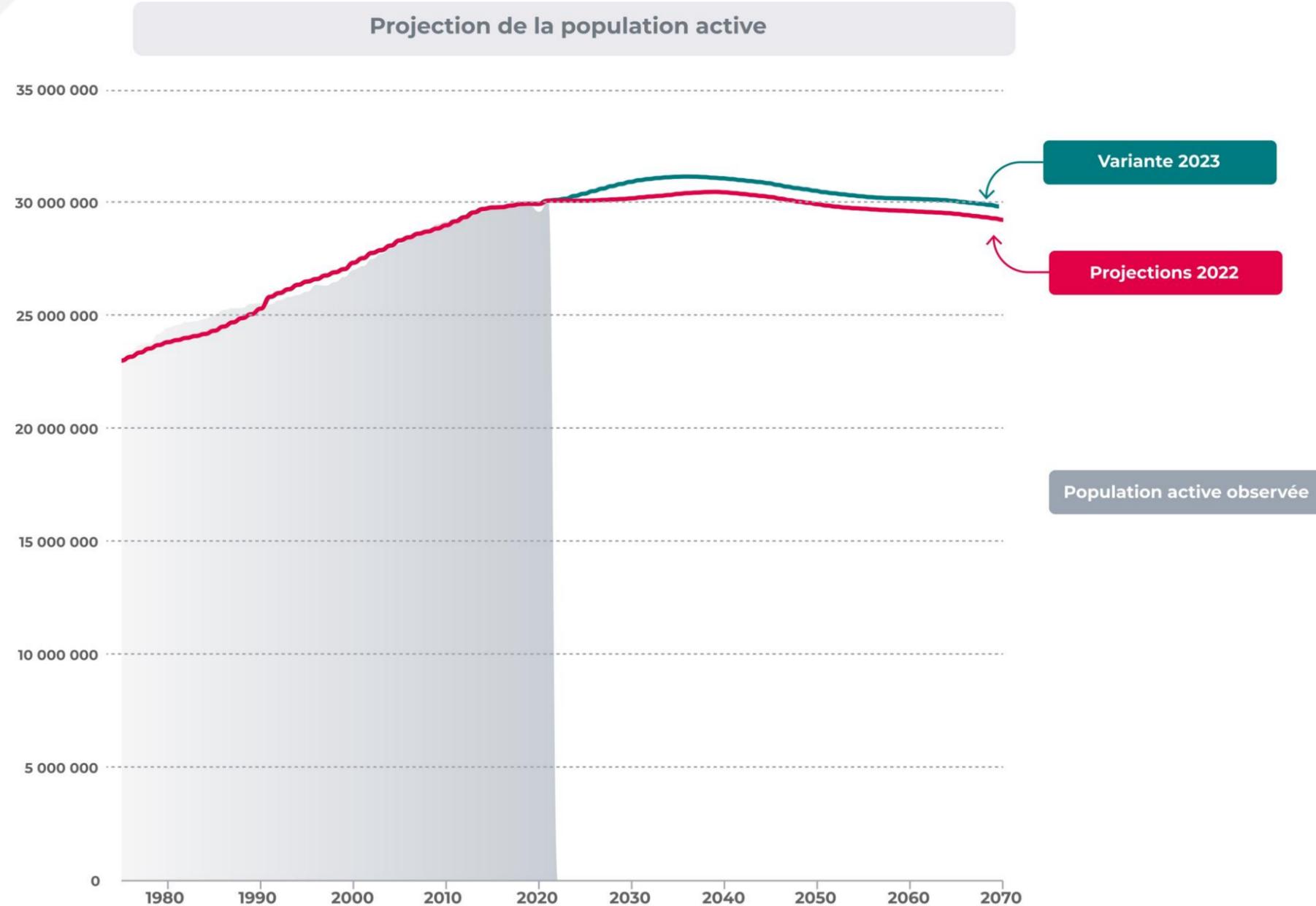


Source : Insee - Indicateurs synthétiques du climat des affaires (publié le 25 avril 2025)
Tous secteurs - France métropolitaine

L'**indicateur du climat des affaires** synthétise les informations fournies par les enquêtes dans les secteurs de l'industrie manufacturière, des services, du commerce (commerce de détail et de gros) et de la construction de bâtiments. Il est construit à partir de 30 soldes d'opinions issues de ces enquêtes.

L'**indicateur de l'emploi** est basé sur 10 bilans de l'emploi, passés et attendus, issus des enquêtes dans l'industrie manufacturière, les services, le commerce de détail et la construction de bâtiments.

Croissance prévue de la population active



Source : Insee - [Emploi, chômage, revenus du travail](#) (publié le 29 juin 2023)

La réforme des retraites décidée en 2023 a un impact positif sur les prévisions à long terme de la population active.

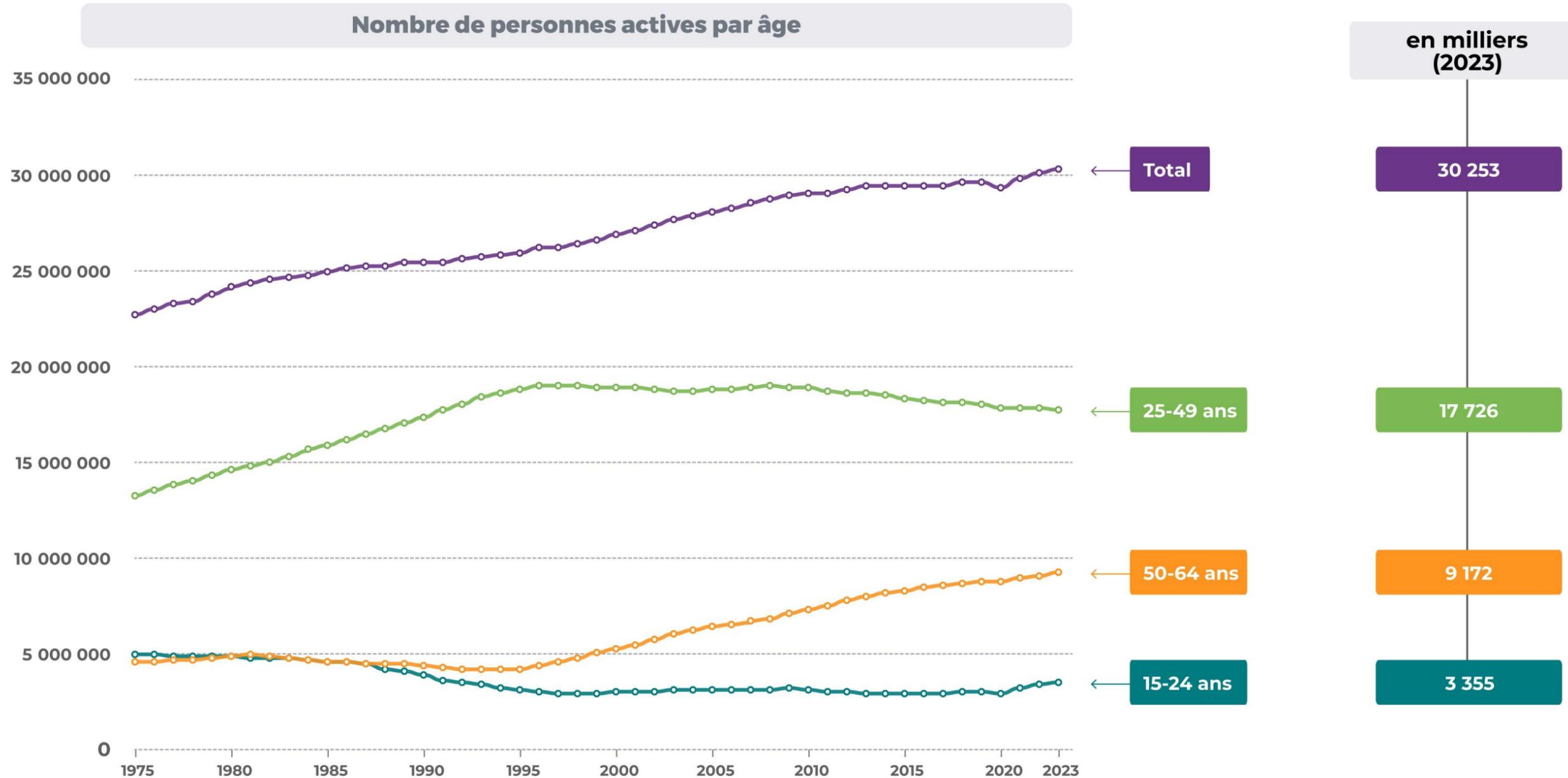
En 2070, la France compterait 29,8 millions de travailleurs, soit 600 000 de plus que ce qui ressort de la projection de 2022.

La révision de la population active sera très forte de 2024 à 2029 : elle est multipliée par plus de deux, à +150 000 en moyenne chaque année.

Par ailleurs, le pic, à 31,2 millions de personnes, serait ainsi atteint en 2036, contre 30,5 millions trois ans plus tard selon les prévisions 2022.

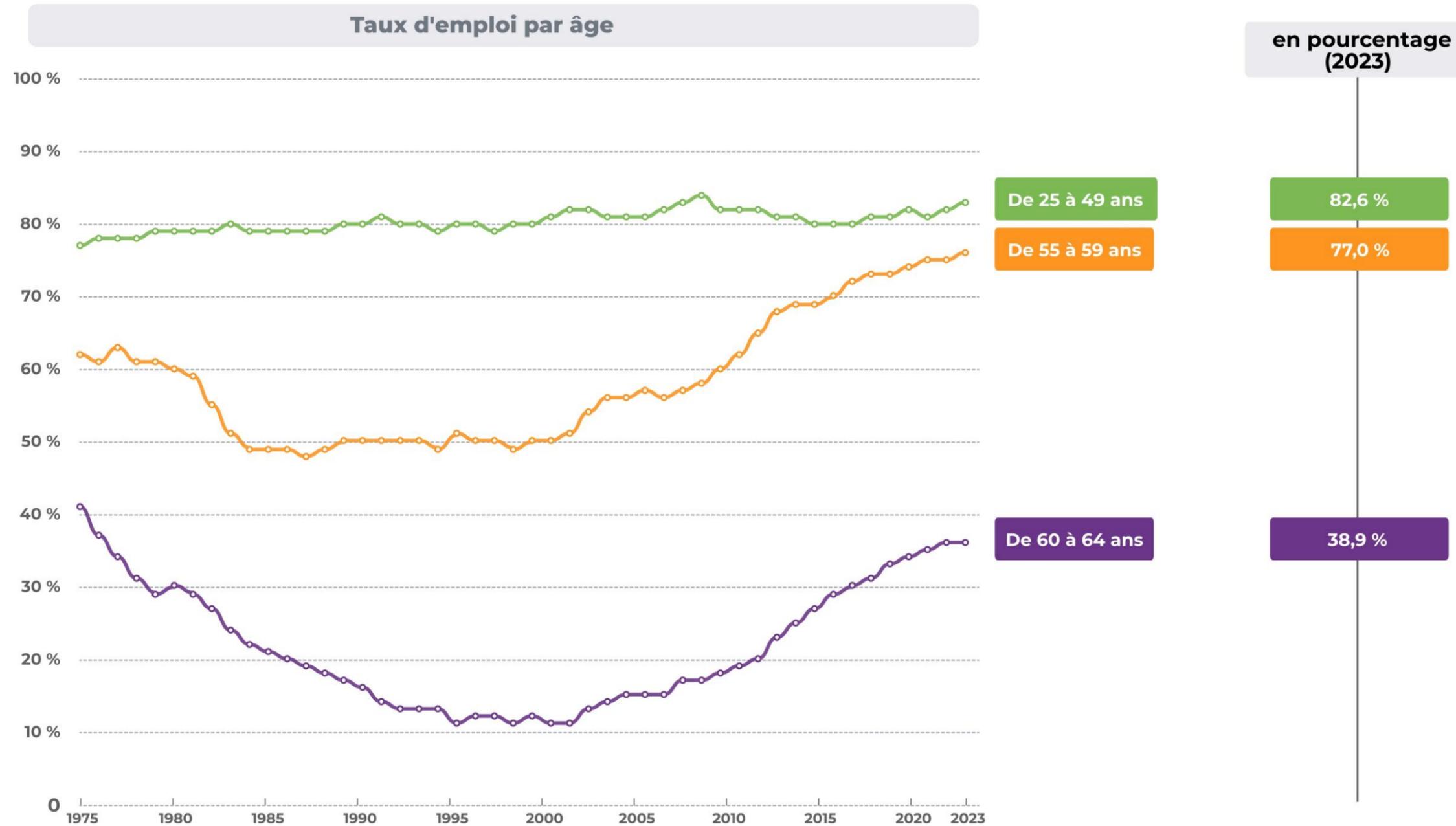
Le taux d'activité des 55-69 ans, qui connaissait déjà une forte hausse dans la projection 2022 (+9,8 points en 2070), gagnera 4,5 points supplémentaires. Dans la tranche d'âge des 60-64 ans, la réforme battra son plein : +10,9 points, à un peu plus de 70 %.

La croissance de la population active soutenue par les seniors



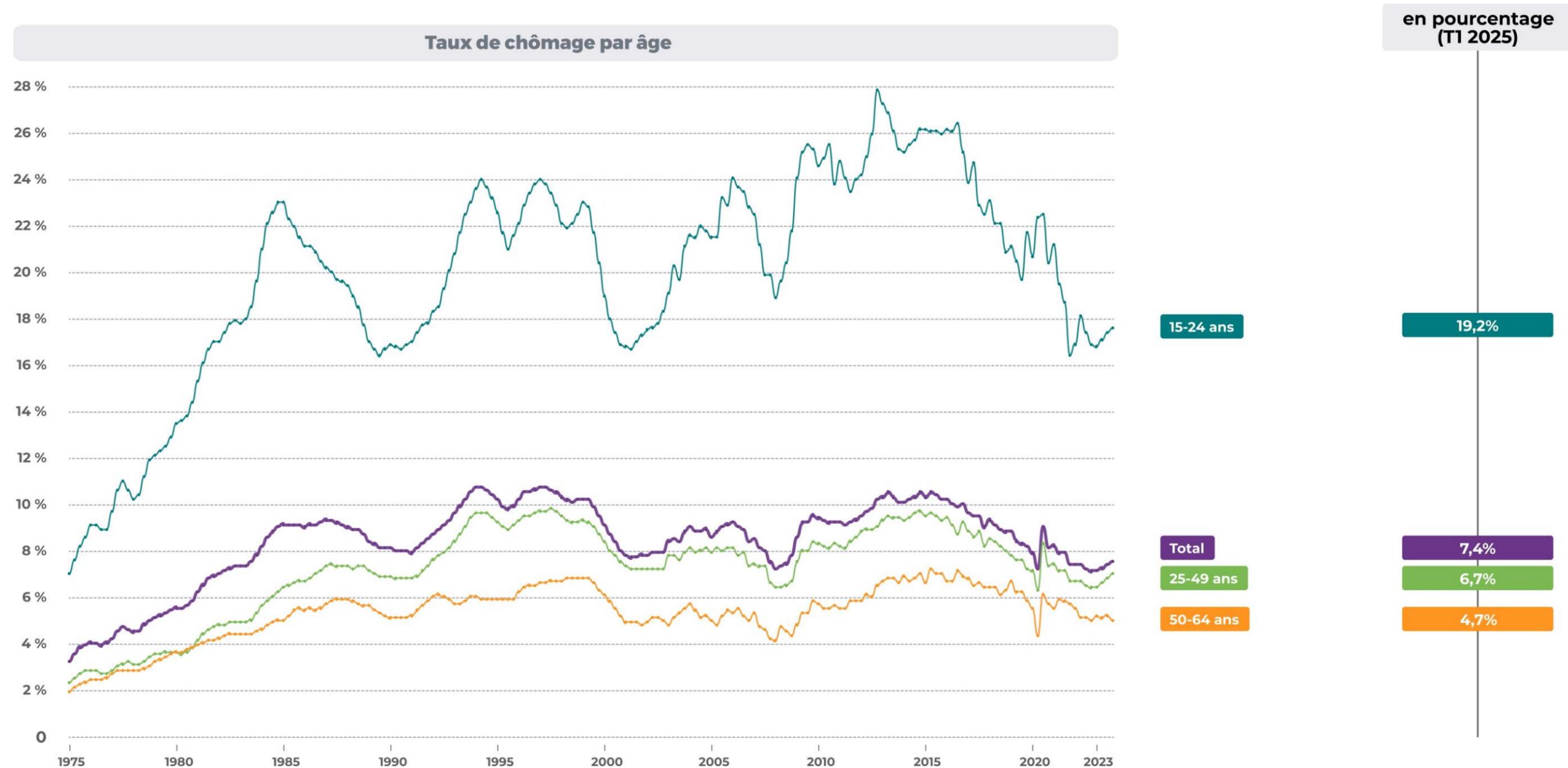
Source : Insee - Activité selon le sexe et l'âge (publié le 13 mars 2024)

Hausse du taux d'emploi des seniors depuis les années 2000



Source : Dares - Les seniors sur le marché du travail (publié le 11 septembre 2024)

Baisse du taux de chômage par tranche d'âge depuis 2015



4

Prévisions financières

→ Hypothèses de croissance du PIB et de masse salariale

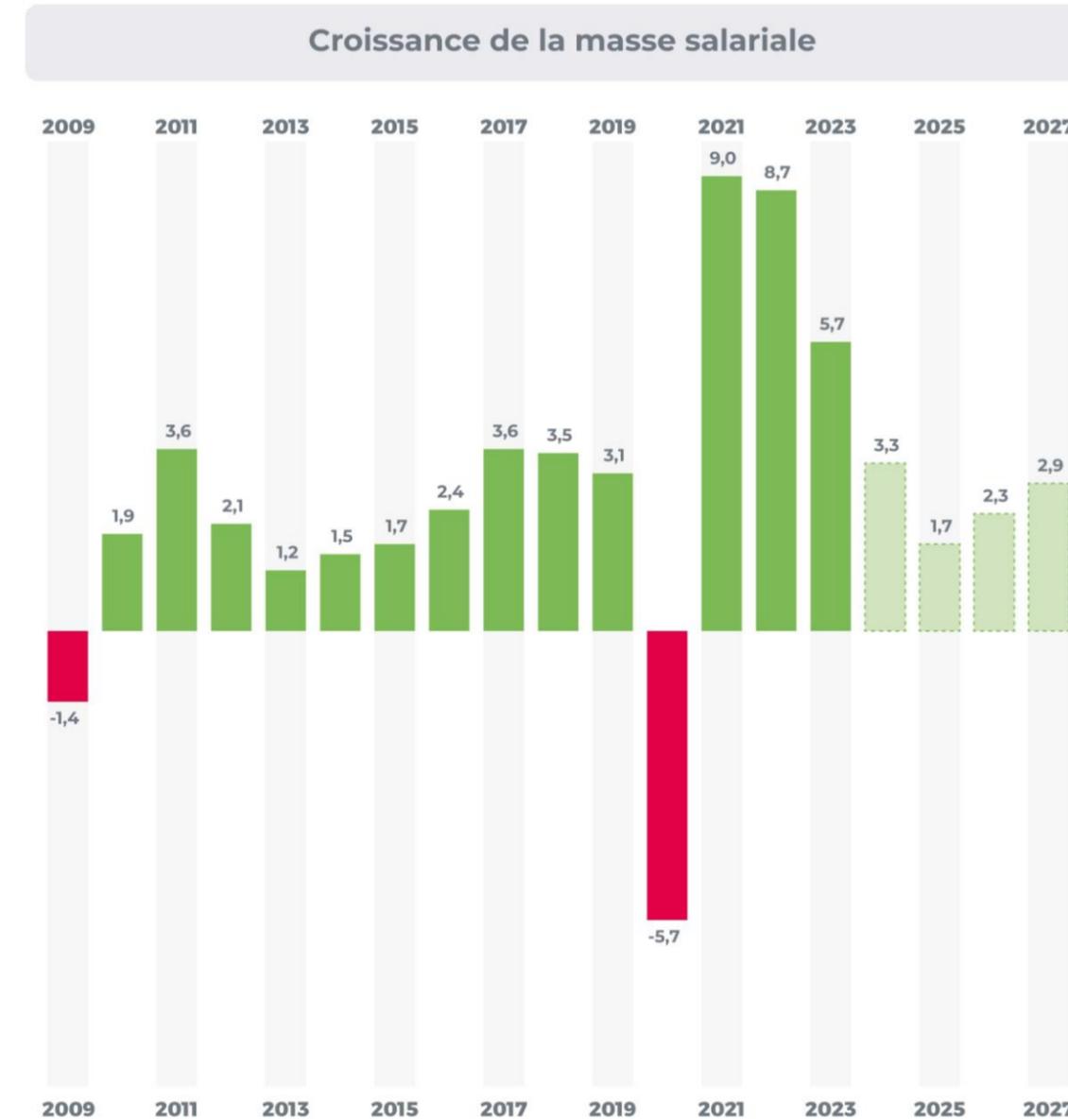
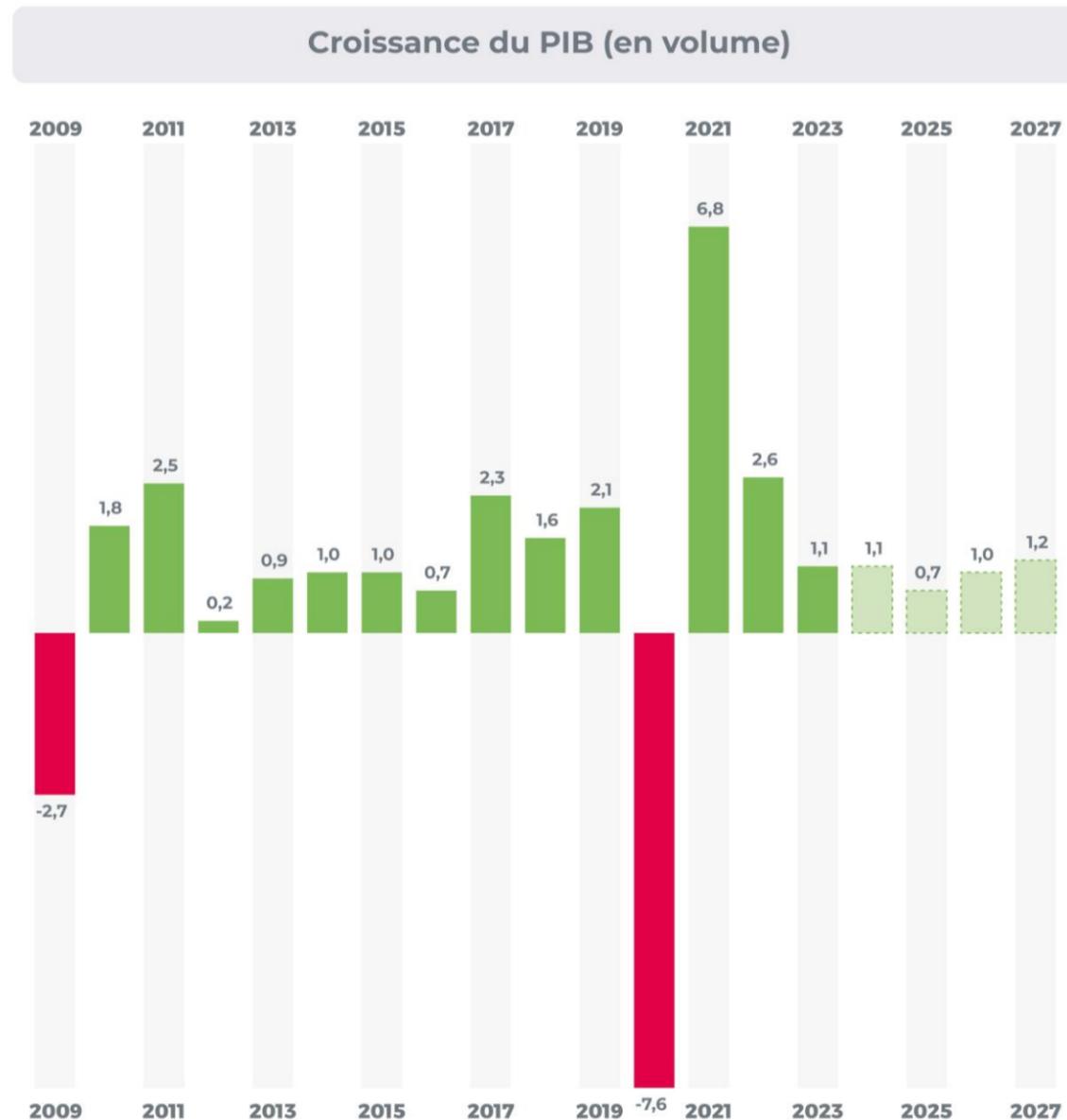
→ Perspectives financières de l'Unédic

→ Recettes et dépenses de l'Unédic

→ L'endettement net de l'Unédic



Hypothèses de croissance du PIB et de masse salariale

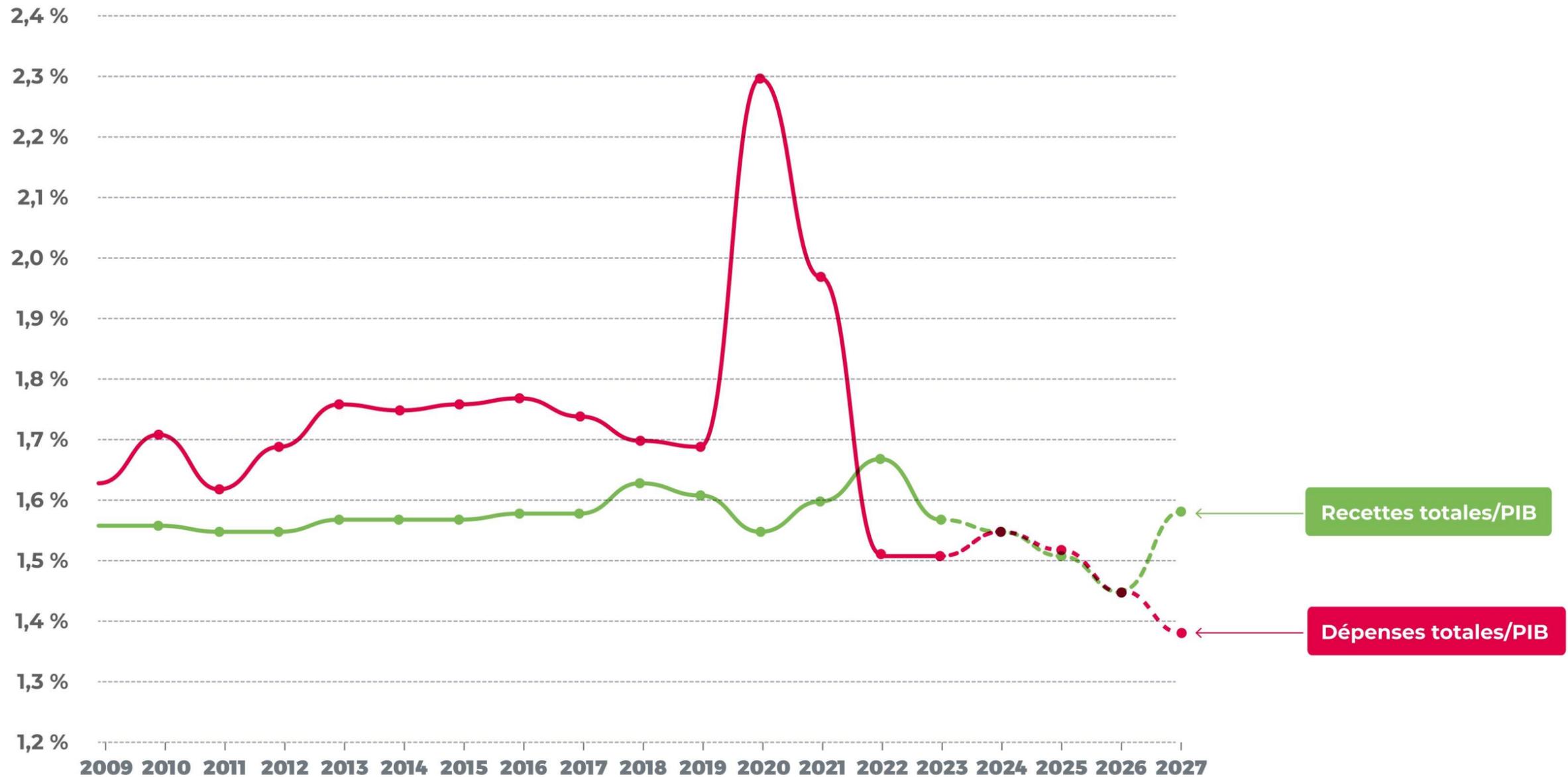


Source : Unédic - Situation financière de l'Assurance chômage pour 2025-2027 (publié le 19 février 2025)

Note : Les prévisions de l'Unédic reposent sur des hypothèses qui peuvent différer du cadre macro-économique de l'État

Recettes et dépenses de l'Unédic

Recettes et dépenses en pourcentage du PIB de la France



Source : Unédic - Situation financière de l'Assurance chômage pour 2025-2027 (publié le 19 février 2025)

Note : Les prévisions de l'Unédic reposent sur des hypothèses qui peuvent différer du cadre macro-économique de l'État

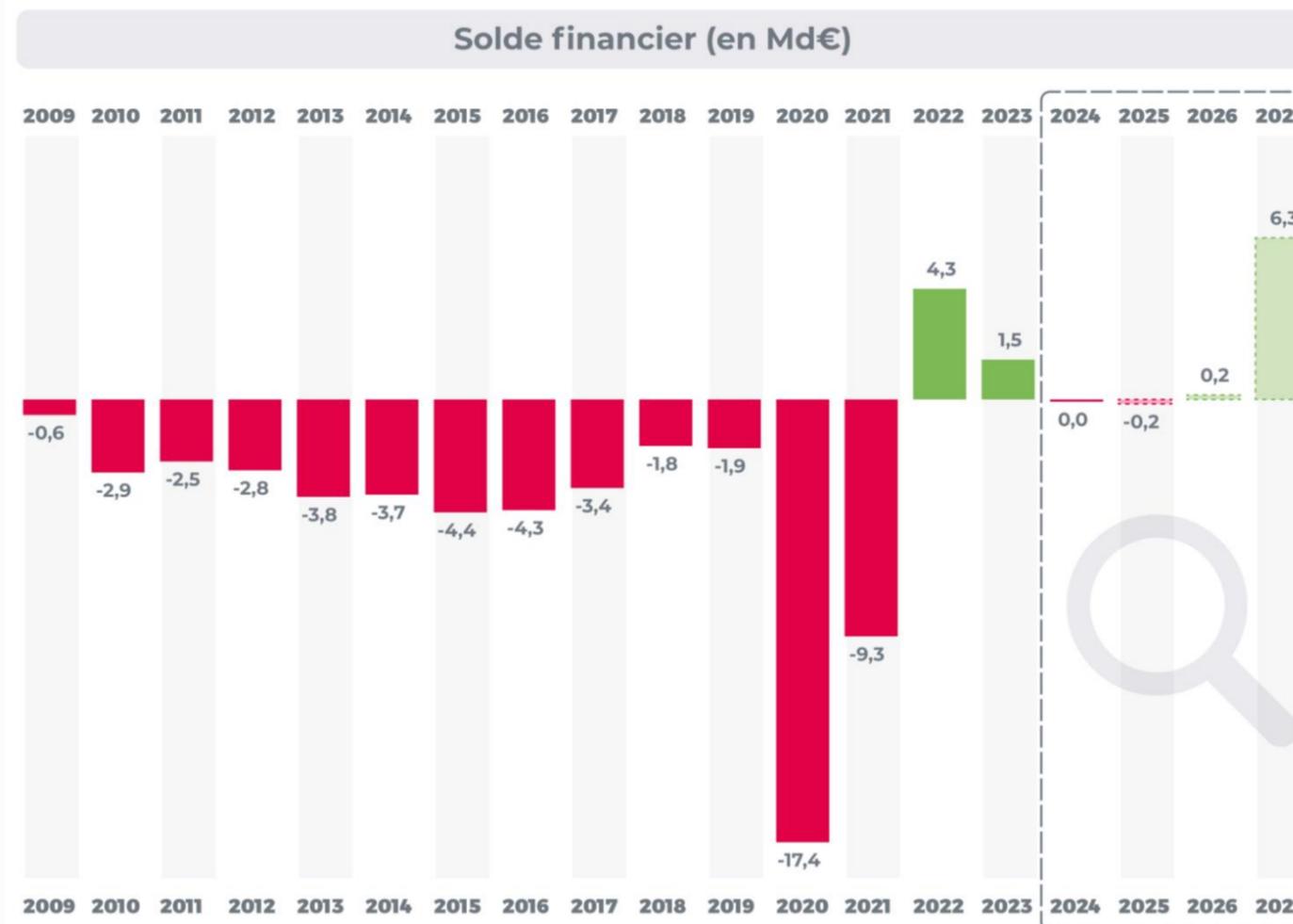
Perspectives financières de l'Unédic

En 2022, la situation financière de l'Unédic était excédentaire pour la première fois depuis 2008 du fait de la fin des mesures d'urgence Covid-19, et de facteurs positifs au niveau conjoncturel et réglementaire.

Entre 2023 et 2026, les revenus devraient cesser de croître en raison des réallocations de fonds vers l'apprentissage et à la formation professionnelle via France Compétences et France Travail (« Prélèvements État » sur le graphique).

Parallèlement, les dépenses ont augmenté en 2023 et 2024 en raison d'une hausse modérée des allocations chômage, qui devraient commencer à diminuer à partir de 2025.

Entre 2024 et 2026, le solde financier devrait rester proche de l'équilibre avant de reprendre une trajectoire positive en 2027 grâce à la baisse des dépenses d'allocations chômage et à l'évolution favorable des recettes, principalement expliquée par la non-réallocation des fonds à France Compétences et France Travail.



Source : Unédic - Situation financière de l'Assurance chômage pour 2025-2027 (publié le 19 février 2025)

Note : Les prévisions de l'Unédic reposent sur des hypothèses qui peuvent différer du cadre macro-économique de l'État

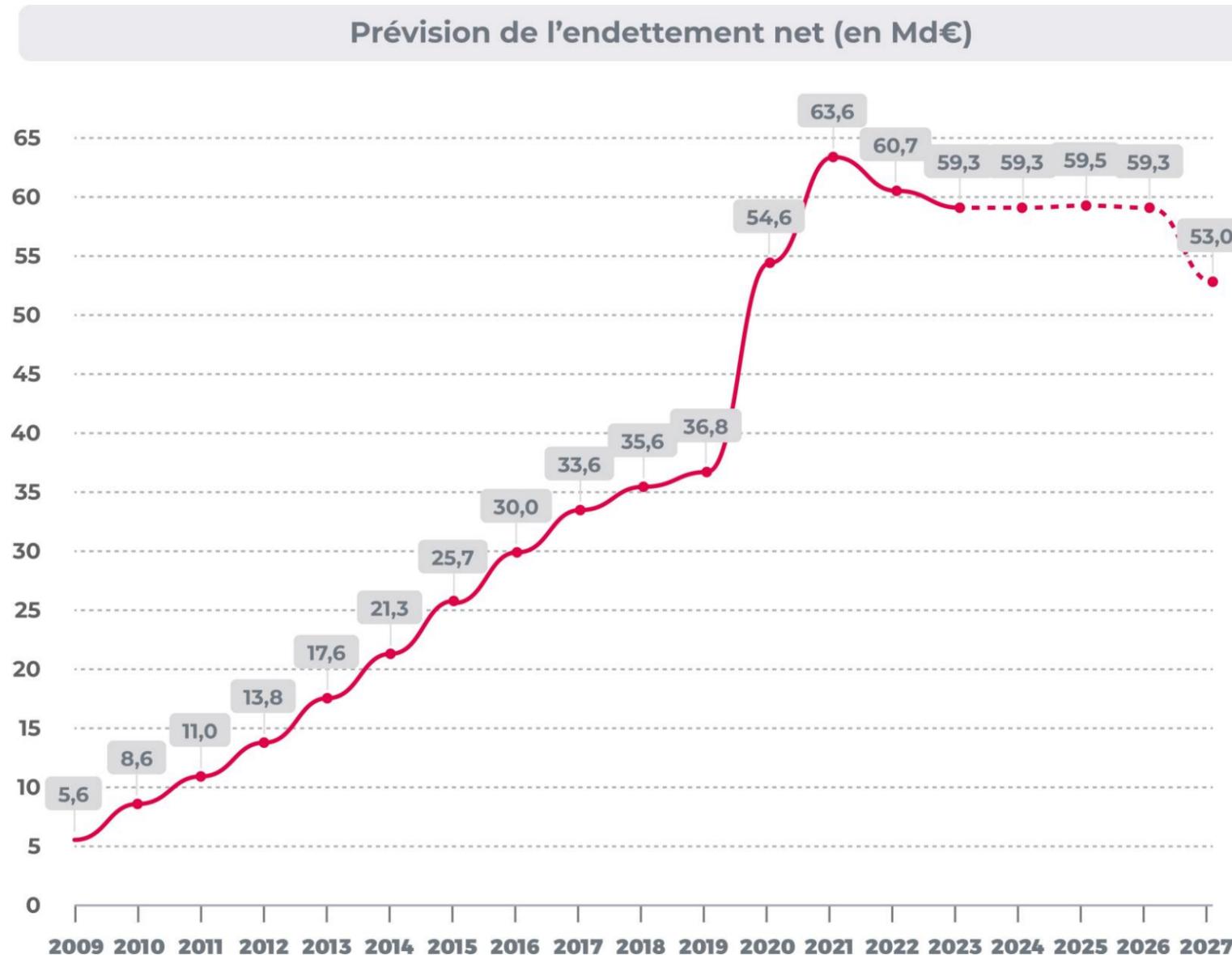
Endettement net de l'Unédic

4

PRÉVISIONS
FINANCIÈRES

Le solde financier du régime d'Assurance chômage serait proche de l'équilibre entre 2024 et 2026. Cette trajectoire de l'équilibre financier permettrait de stabiliser la dette de l'Unédic.

En 2027, le retour à des excédents permettrait d'enclencher une nouvelle phase de désendettement.



Source : Unédic - Situation financière de l'Assurance chômage pour 2025-2027 (publié le 19 février 2025)

Note : Les prévisions de l'Unédic reposent sur des hypothèses qui peuvent différer du cadre macro-économique de l'État

5

Stratégie de financement

- Programmes de financement de l'Unédic
- Notations de crédit de l'Unédic
- Plans annuels de financement de l'Unédic
- Echancier de la dette de l'Unédic
- Une courbe de taux bénéficiant de la garantie de l'État français
- Investisseurs de l'émission sociale 2022
- Focus sur le programme NEU CP

Unédic



Programmes de financement de l'Unédic

5

STRATÉGIE DE FINANCEMENT

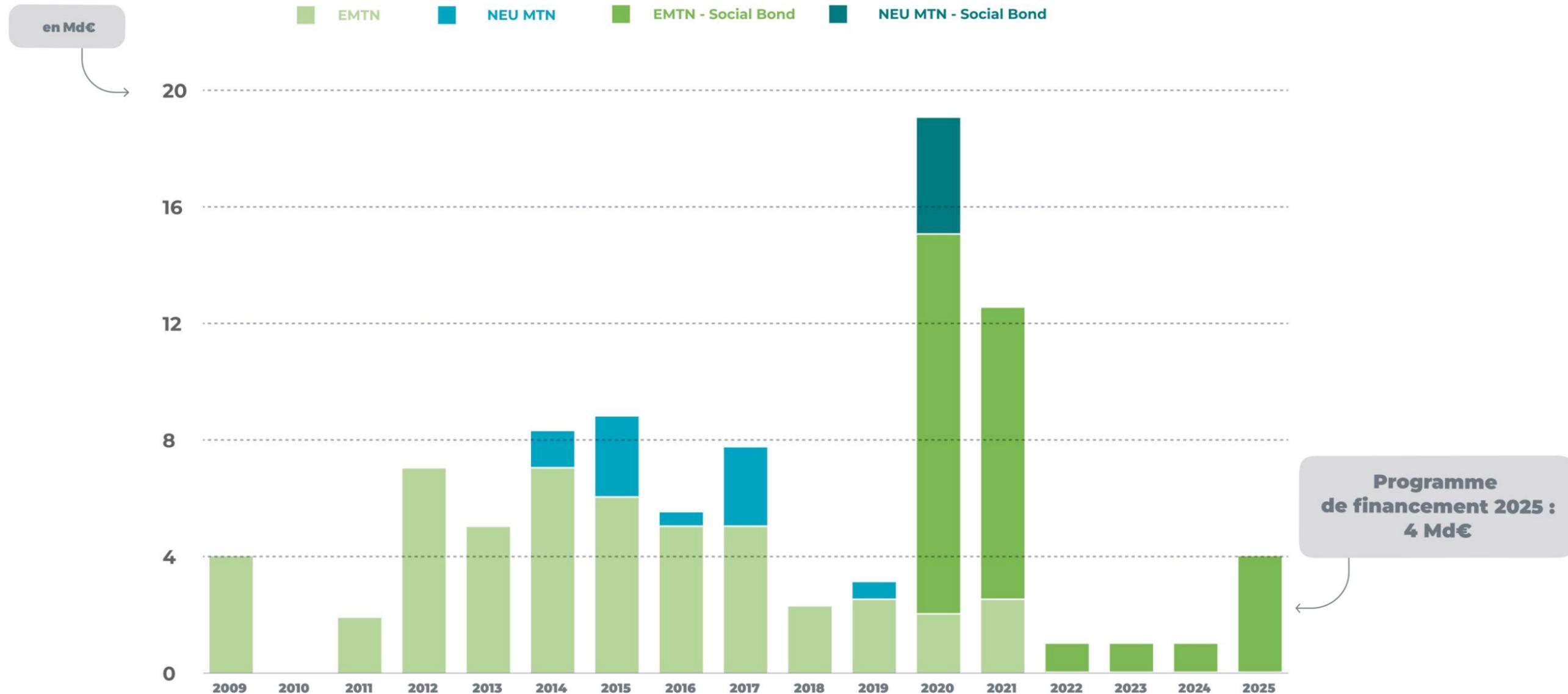
| | NEU CP ↓ (Ex Billets de Trésorerie) | NEU MTN ↓ (Ex BMTN) | EMTN ↓ |
|----------------------------------|--|------------------------|---------------------|
| Plafond du programme | 18 Md€ | 10 Md€ | 60 Md€ |
| Encours actuel | 15,0 Md€ | 4,0 Md€ | 47,9 Md€ |
| Maturité moyenne | 2 mois et 27 jours | 2 ans | 6 ans |
| Maturité à l'émission | Jusqu'à 1 an | Jusqu'à 5 ans | Jusqu'à 15 ans |
| Nature de la garantie | ← Pas de garantie explicite → | | Garantie explicite* |
| Notation (S&P / Moody's / Scope) | A-1+ / P-1 / S-1+ | ← AA- / Aa3 / AA- → | |
| Cotation | Non applicable | ← Euronext Paris → | |
| Taux | ← Fixe → | | |
| Devise | ← EUR → | | |

| Titres de dette de l'Unédic |
|--|
| Éligible aux opérations de la BCE Oui |
| Traitement LCR Niveau 1 HQLA |
| Pondération en risque (RWA) 0% |

*Garantie inconditionnelle et irrévocable de l'État français, portant sur 4 Md€ d'émissions en 2025. Toutes les émissions de l'Unédic sont effectuées selon le droit français.

Source : Unédic, au 2 mai 2025

Plans annuels de financement de l'Unédic



Source : Unédic, au 2 mai 2025

Note : En janvier 2025, le Conseil d'Administration de l'Unédic a décidé d'établir le programme de financement 2025 pour un montant de 4 Md€.

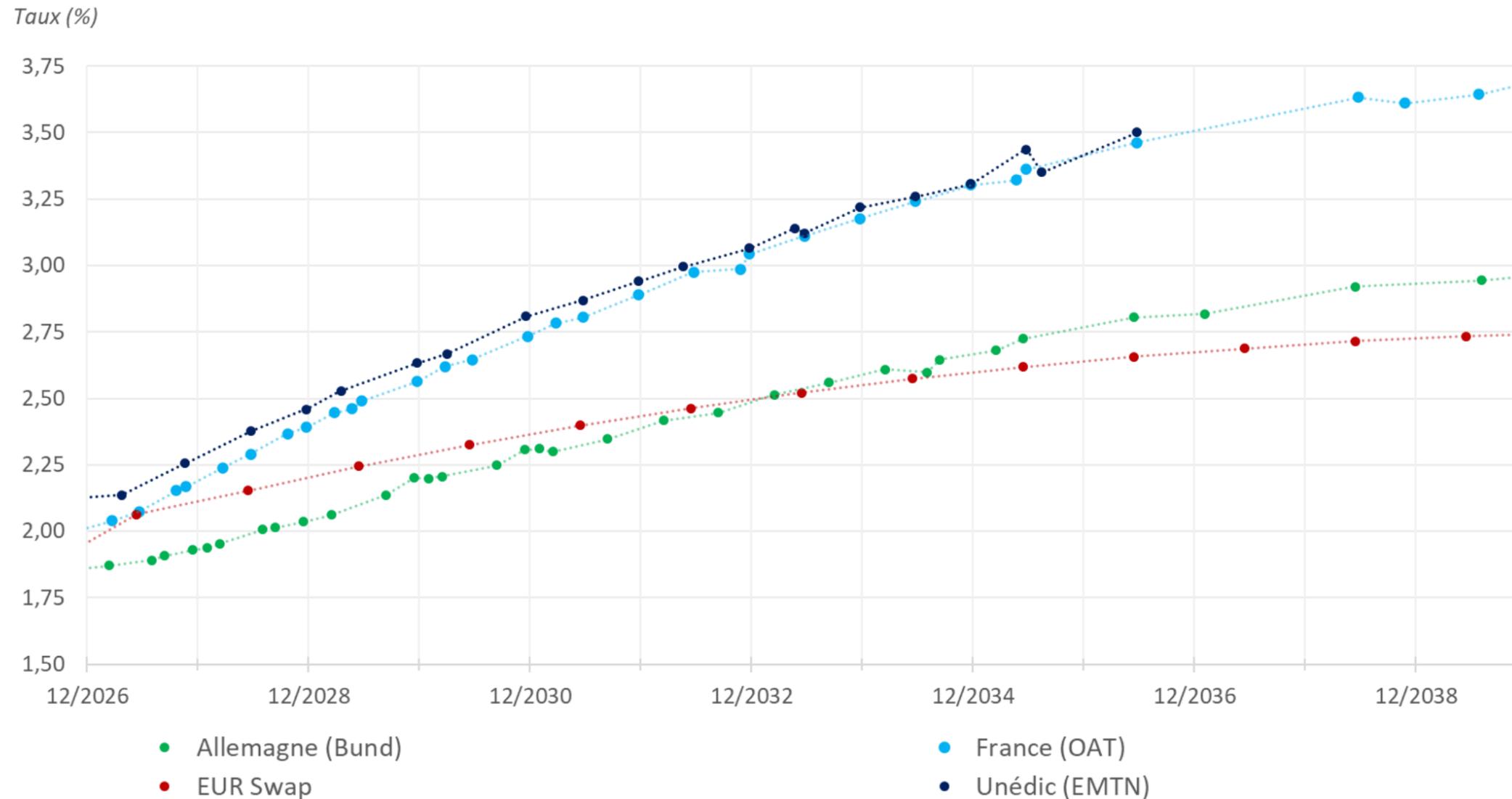
Echéancier de la dette de l'Unédic

L'objectif de l'Unédic est d'adapter son profil d'endettement au cycle économique et d'allonger la maturité moyenne.



Source : Unédic, au 2 mai 2025

Une courbe de taux bénéficiant de la garantie de l'État français



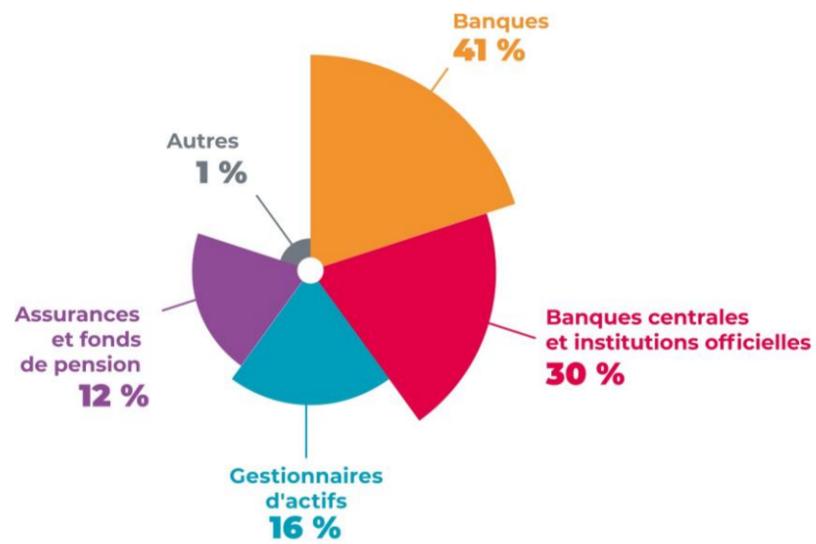
Source : Unédic, au 22 mai 2025

Investisseurs de l'émission sociale 2023

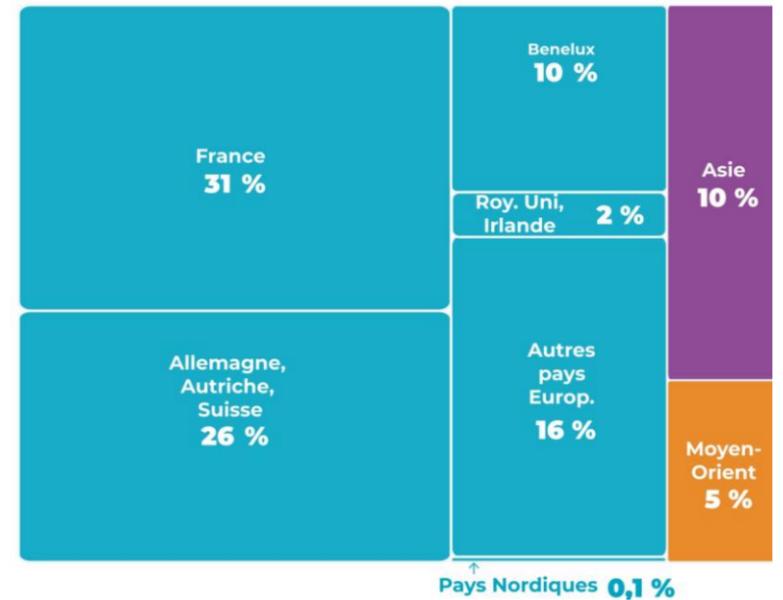
L'Unédic a émis 1 Md€ d'obligation sociale via une émission syndiquée en 2023 :

- 13 Md€ de demande collectée dans le livre d'ordres
- Plus de 190 investisseurs
- Plus de 2/3 alloués à des investisseurs étrangers

Décomposition par types d'investisseurs



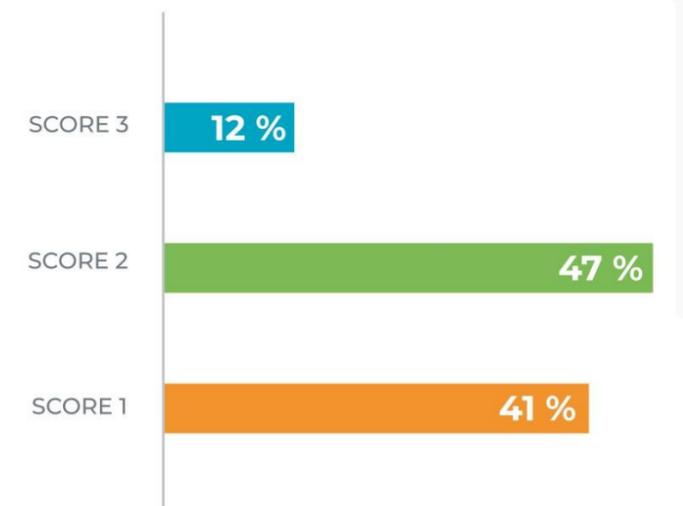
Décomposition par zones géographiques



Nombre d'investisseurs alloués par score ESG



Montant alloué aux investisseurs par score ESG



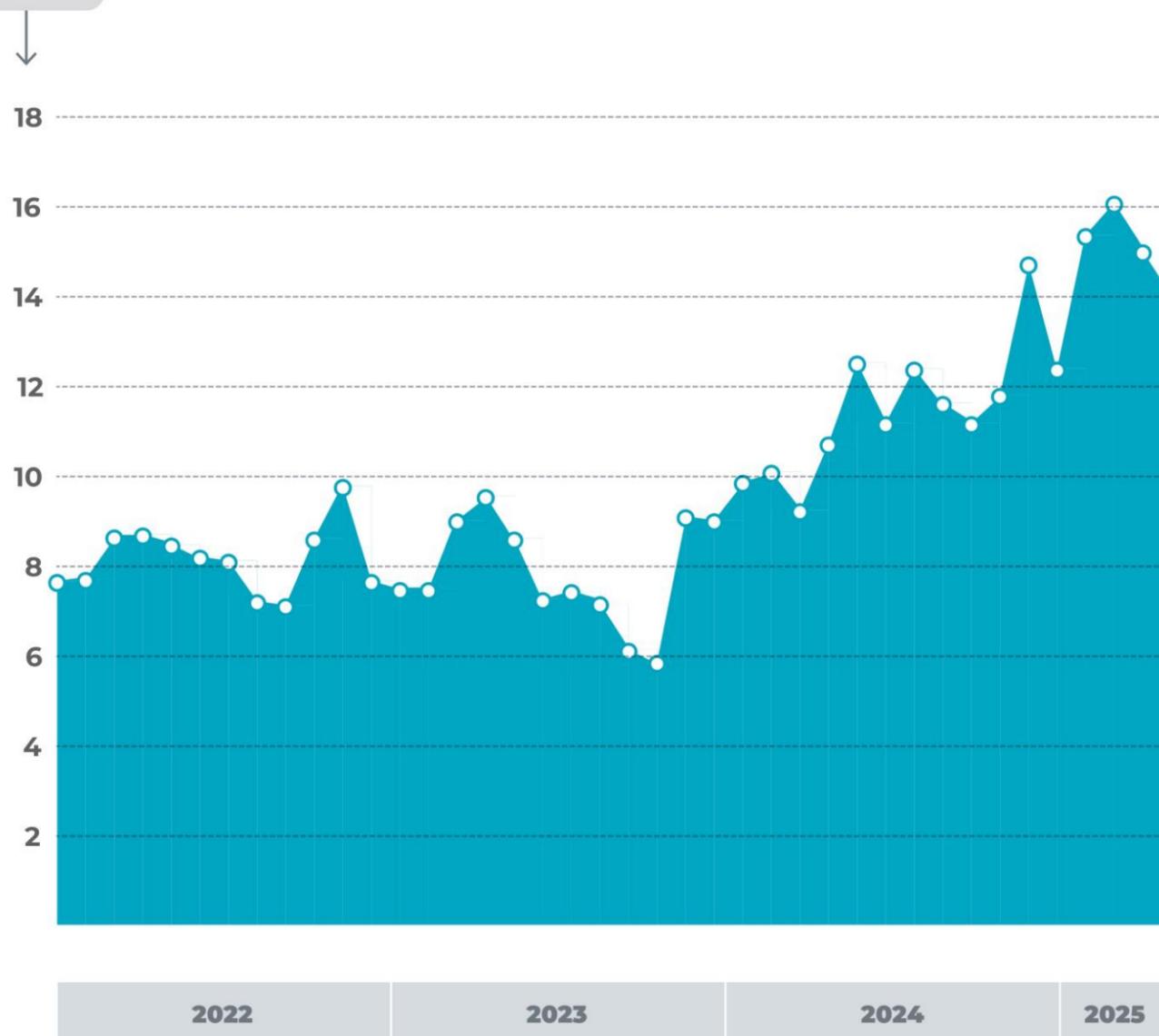
Source : Unédic - Rapport d'Allocation et d'Impact 2023 (publié le 26 décembre 2024)

Programme NEU CP : Couverture des besoins à court terme

5

STRATÉGIE DE
FINANCEMENT

en Md€



Source : Unédic, au 30 avril 2025

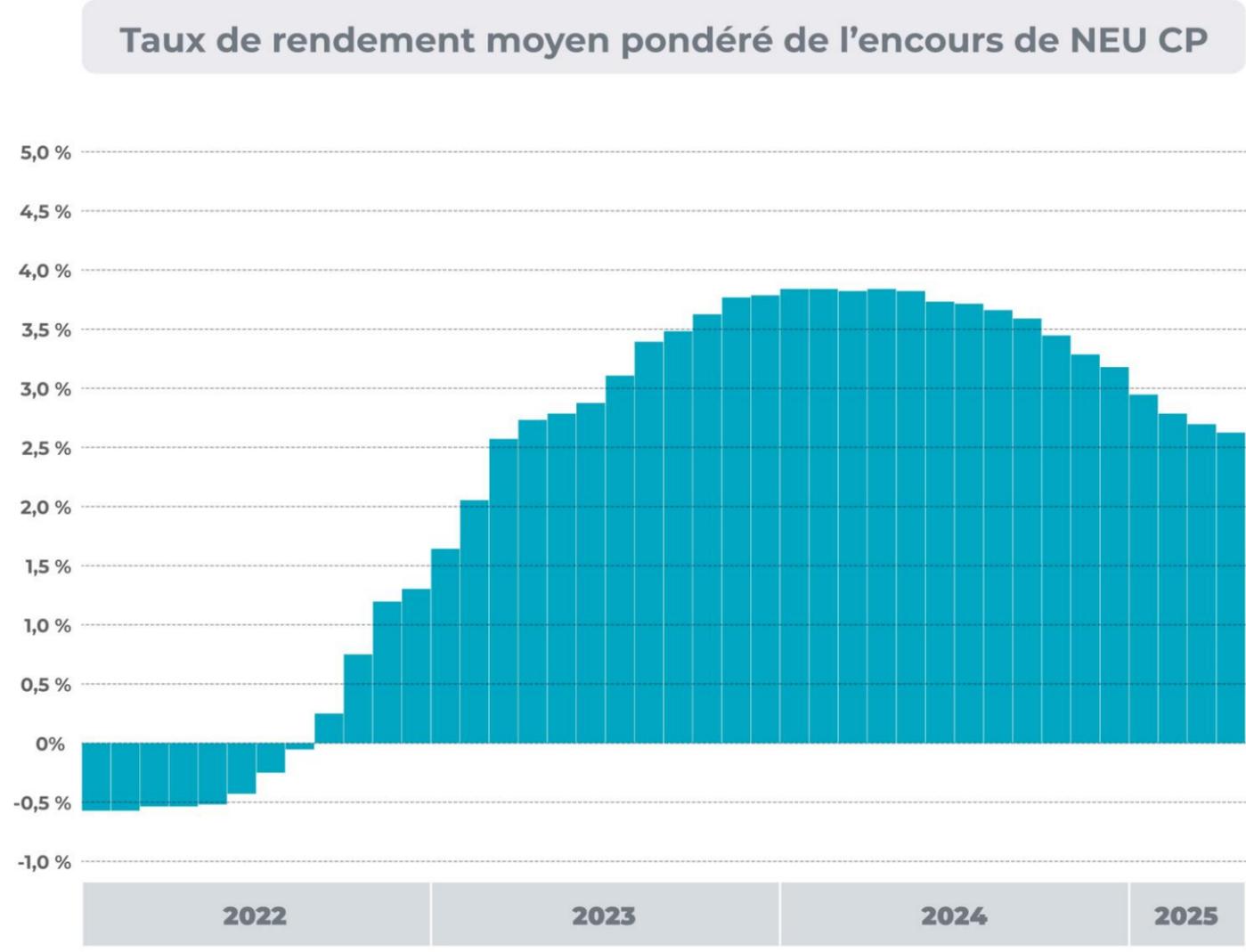
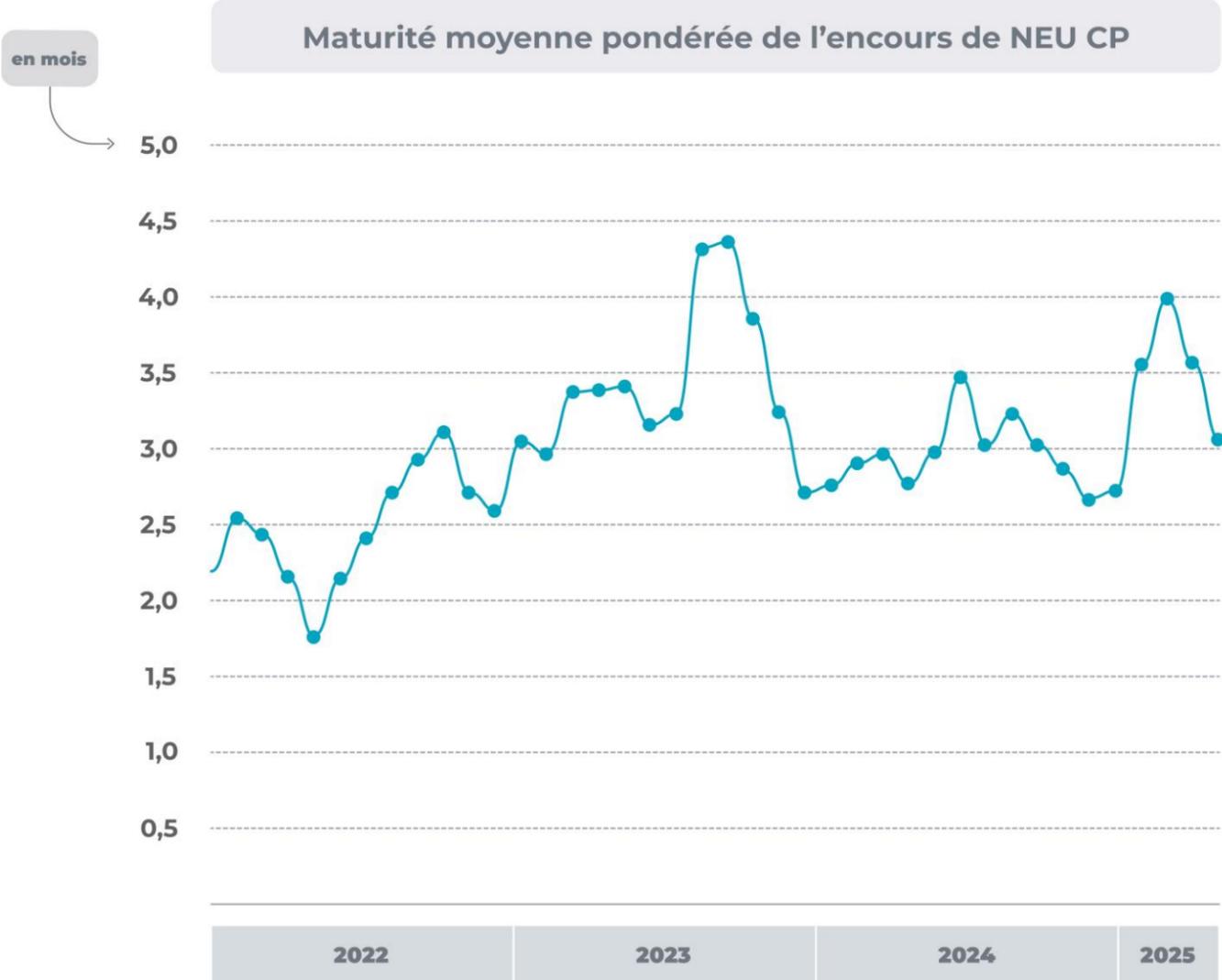
Le programme de dette à court terme (NEU CP) de l'Unédic a largement été utilisé en 2023 ainsi qu'en 2024 afin de couvrir les besoins de trésorerie à court terme et le cycle de trésorerie.

L'encours de la dette du programme NEU CP devait diminuer dès 2023 pour se poursuivre en 2024. Mais, la réduction de l'excédent de l'Unédic par rapport à ce qui était initialement prévu a dû être compensée par le financement NEU CP augmentant ainsi l'encours à 9 Md€ fin 2023 et 12 Md€ fin 2024.

En 2025, le programme NEU CP restera au cœur de la stratégie de financement de l'Unédic, notamment en début d'année, avec le refinancement de 3Md€ d'obligations et la publication de la garantie de l'État pour la réalisation des émissions obligataires en février.

Programme NEU CP : Gestion de la maturité et des taux

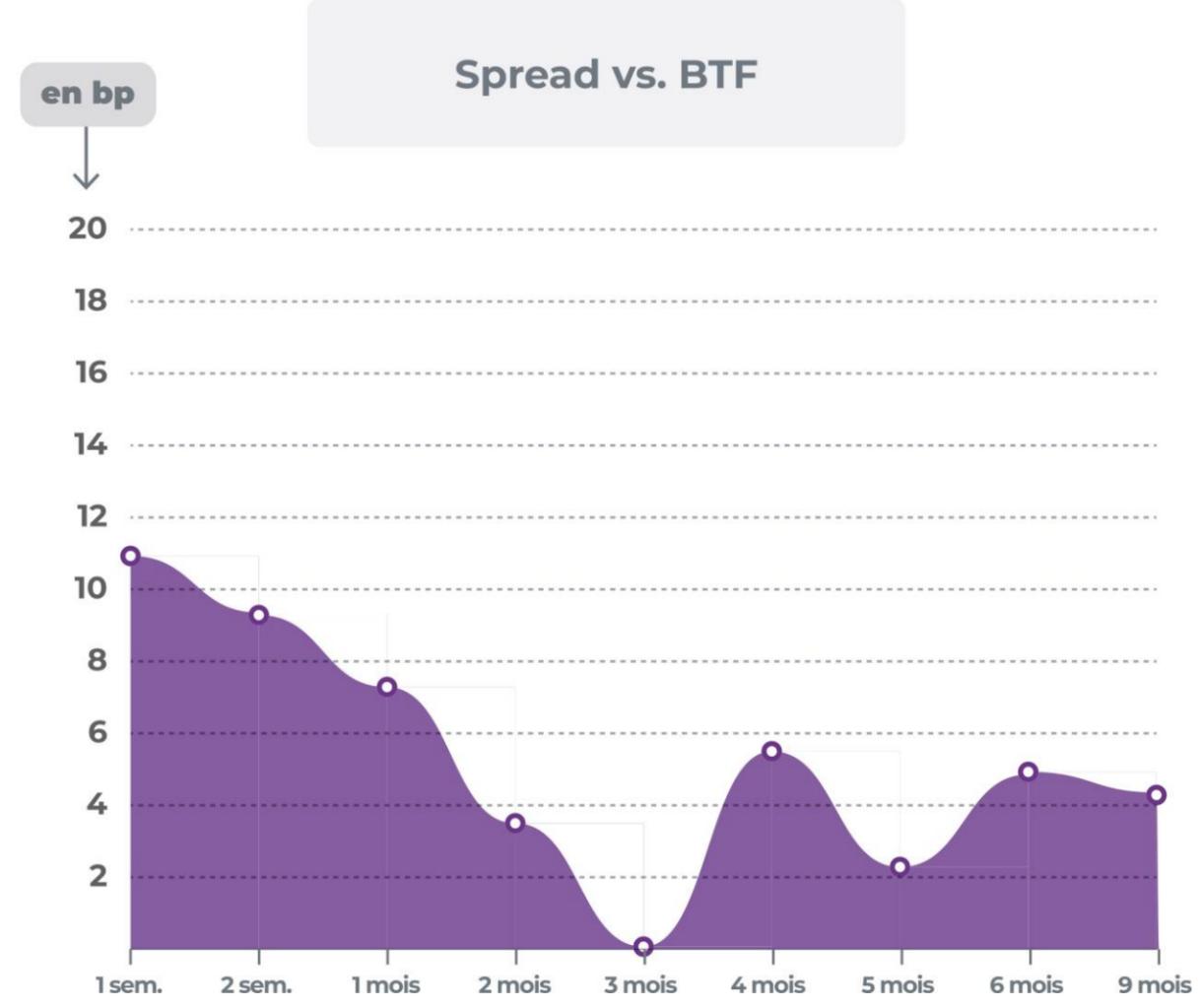
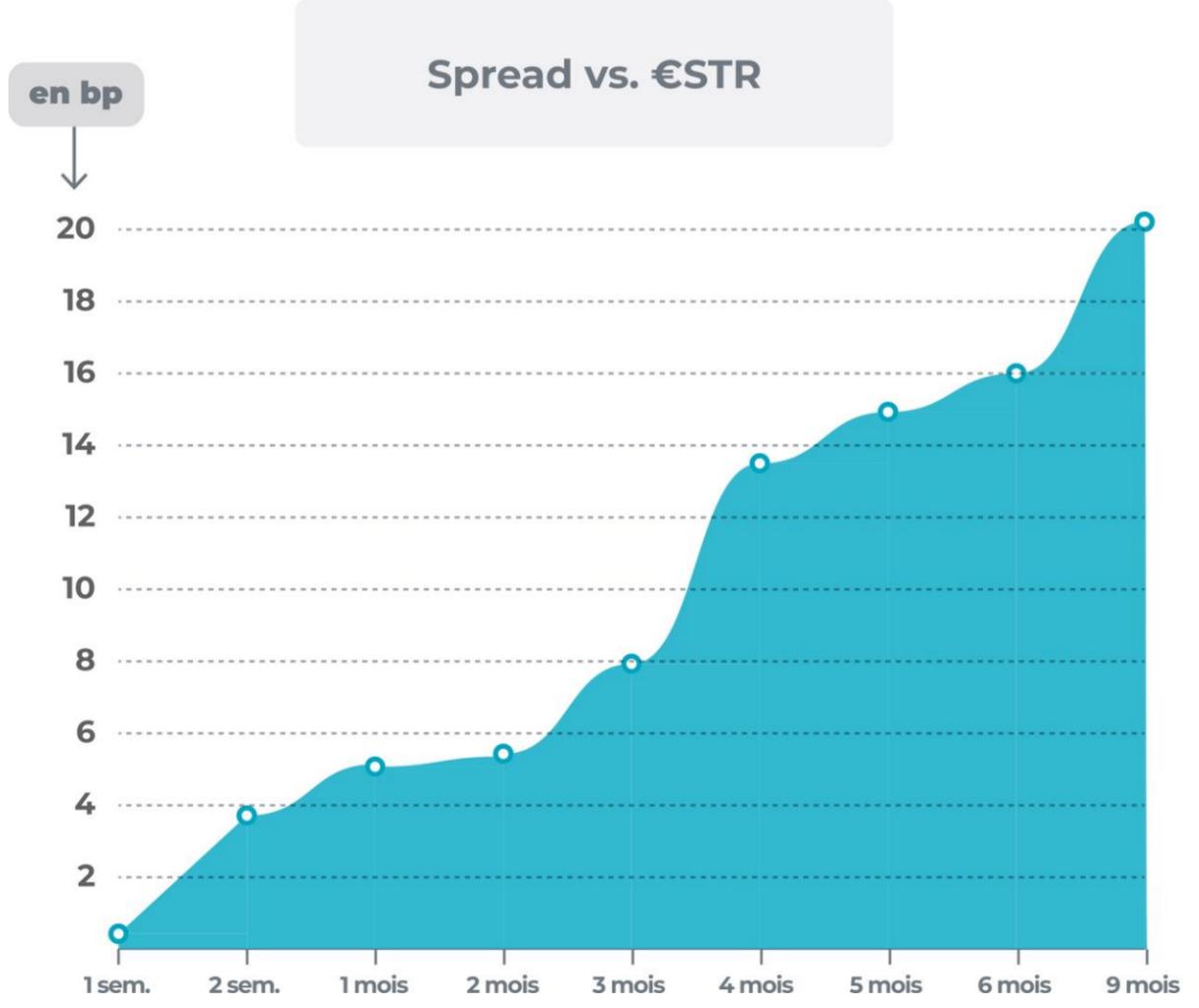
La maturité des NEU CP est gérée en fonction des prévisions de trésorerie et des besoins des investisseurs, tandis que les rendements sont corrélés aux taux directeurs.



Source : Unédic, au 30 avril 2025

Programme NEU CP : Valeur relative aux références

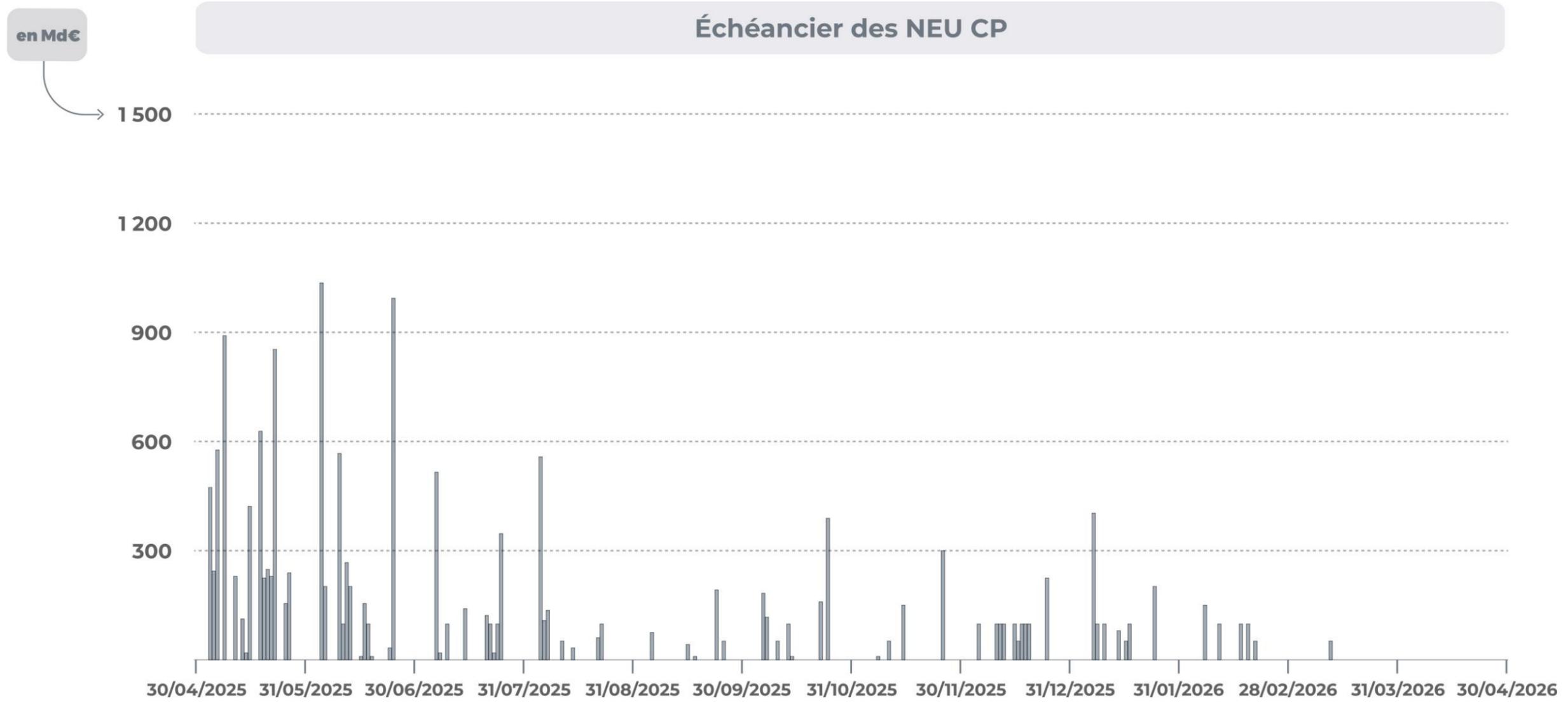
Les rendements à l'émission sont corrélés aux indices de référence du marché monétaire, tels que l'anticipation du marché sur le taux d'intérêt de la facilité de dépôt de la BCE (swap €STR) mais aussi les Bons du Trésor à taux fixe et à intérêt précompté français (BTF).



Source : Unédic, au 30 avril 2025
Note : Calculs basés sur la moyenne pondérée des marges à l'émission au cours du dernier mois.

Programme NEU CP : Gestion de la liquidité

L'Unédic maîtrise le risque de liquidité en étalant les maturités et en lissant les remboursements sur l'horizon d'émission.



Source : Unédic, au 30 avril 2025

6

Obligations Sociales

→ **Alignement sur les Objectifs de Développement Durable (ODD)**

→ **Vérifications externes**

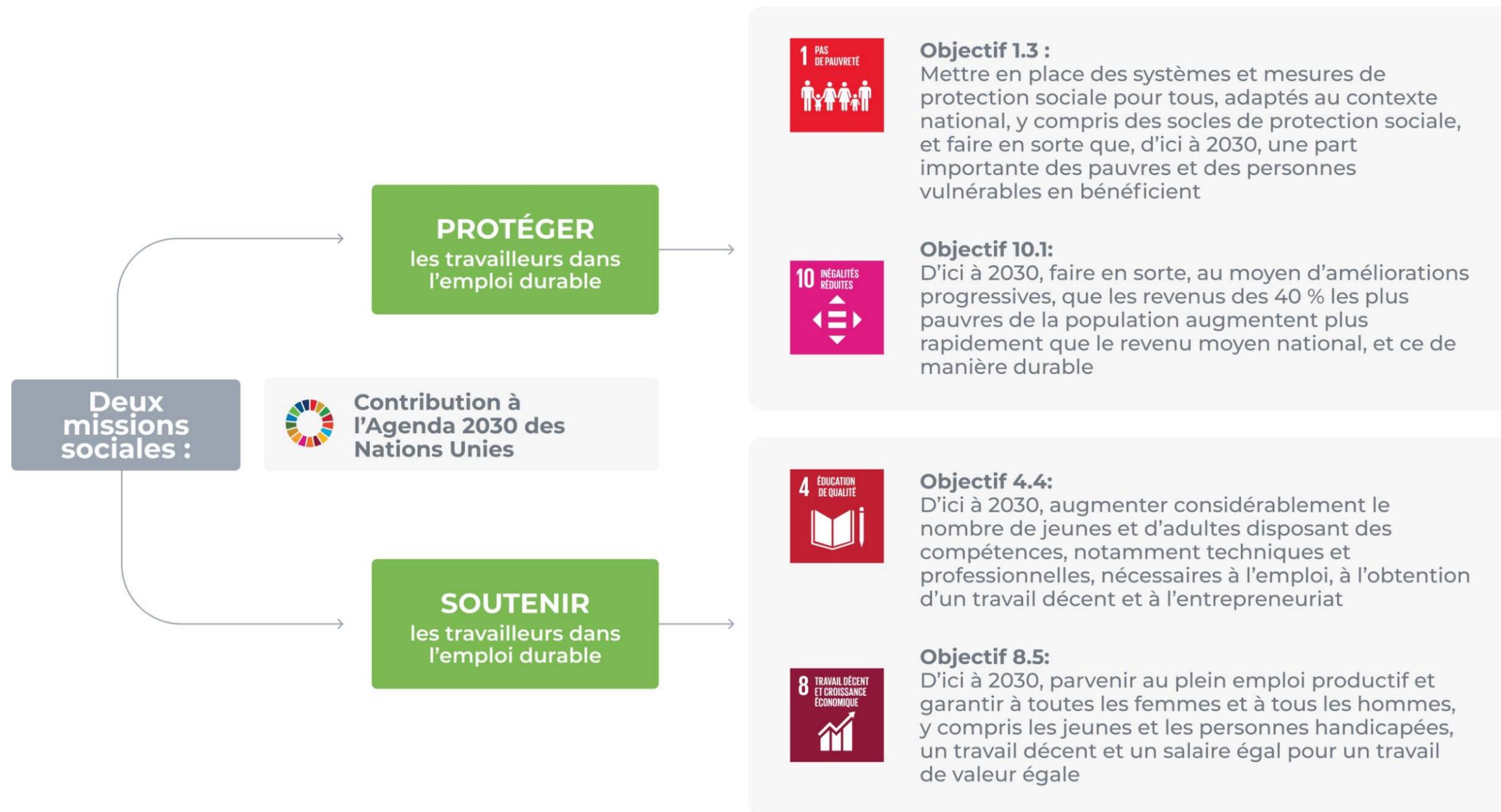
→ **Rapport d'allocation et d'impact 2023**

→ **Dépenses éligibles aux Obligations Sociales de l'Unédic**

→ **Contribution de l'Assurance chômage aux Objectifs de Développement Durable (ODD)**



Alignement sur les Objectifs de Développement Durable (ODD)



Source : Nations Unies - Objectifs de Développement Durable (adoptés le 25 septembre 2015)

SECONDE OPINION

- Une **seconde opinion a été fournie par ISS ESG** pour évaluer la transparence, la gouvernance et la conformité aux **Principes applicables aux Obligations Sociales (SBP)** de l'ICMA.
- **ISS ESG** a publié sa seconde opinion le 30 juin 2020 qui est disponible sur le site Unédic : [SPO](#)



Contribution aux objectifs de développement durable de l'ONU



EXAMEN INDEPENDANT

Audit annuel jusqu'à l'affectation complète du produit de l'émission :

- Affectation du produit de l'émission aux dépenses éligibles
- Conformité des dépenses financées par le produit de l'émission avec les critères d'éligibilité

REVUE EXTERNE

- **ISS ESG a également été mandaté pour évaluer la transparence, la gouvernance et l'alignement des Rapports d'allocation et d'impact** avec le Document cadre d'émissions sociales de l'Unédic et les SBP de l'ICMA
- ISS ESG a publié des revues externes des rapports sur les émissions sociales de l'Unédic :
 1. [Revue externe du rapport sur les émissions sociales de 2020 \(mars 2022\)](#)
 2. [Revue externe du rapport sur les émissions sociales de 2021 \(février 2023\)](#)
 3. [Revue externe du rapport sur les émissions sociales de 2022 \(avril 2024\)](#)
 4. [Revue externe du rapport sur les émissions sociales de 2023 \(février 2025\)](#)

| SECTION D'EXAMEN | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|------------|--------------|--------------|----------|
| Alignement avec les engagements de l'Emetteur énoncés dans le Cadre | ✓ Aligné | ○ Non Aligné | ○ Non Aligné | ✓ Aligné |
| Alignement avec le Cadre Harmonisé pour les évaluations d'impact des obligations sociales | ✓ Aligné | ○ Non Aligné | ○ Non Aligné | ✓ Aligné |
| La publication de l'allocation des produits et la solidité des indicateurs du rapport | + Positive | | | |

→ Choix et méthode d'allocation :

Allocation de 100 % des fonds levés via obligations sociales (fonds non alloués = 0 %), soit 1 Md€.

Allocation au financement du dispositif de **contrat de sécurisation professionnelle (CSP)** visant à accompagner les salariés licenciés pour motif économique dans leur transition professionnelle. Il leur offre une combinaison d'indemnités financières et d'un accompagnement renforcé pour accélérer leur retour à l'emploi tout en sécurisant leurs revenus.

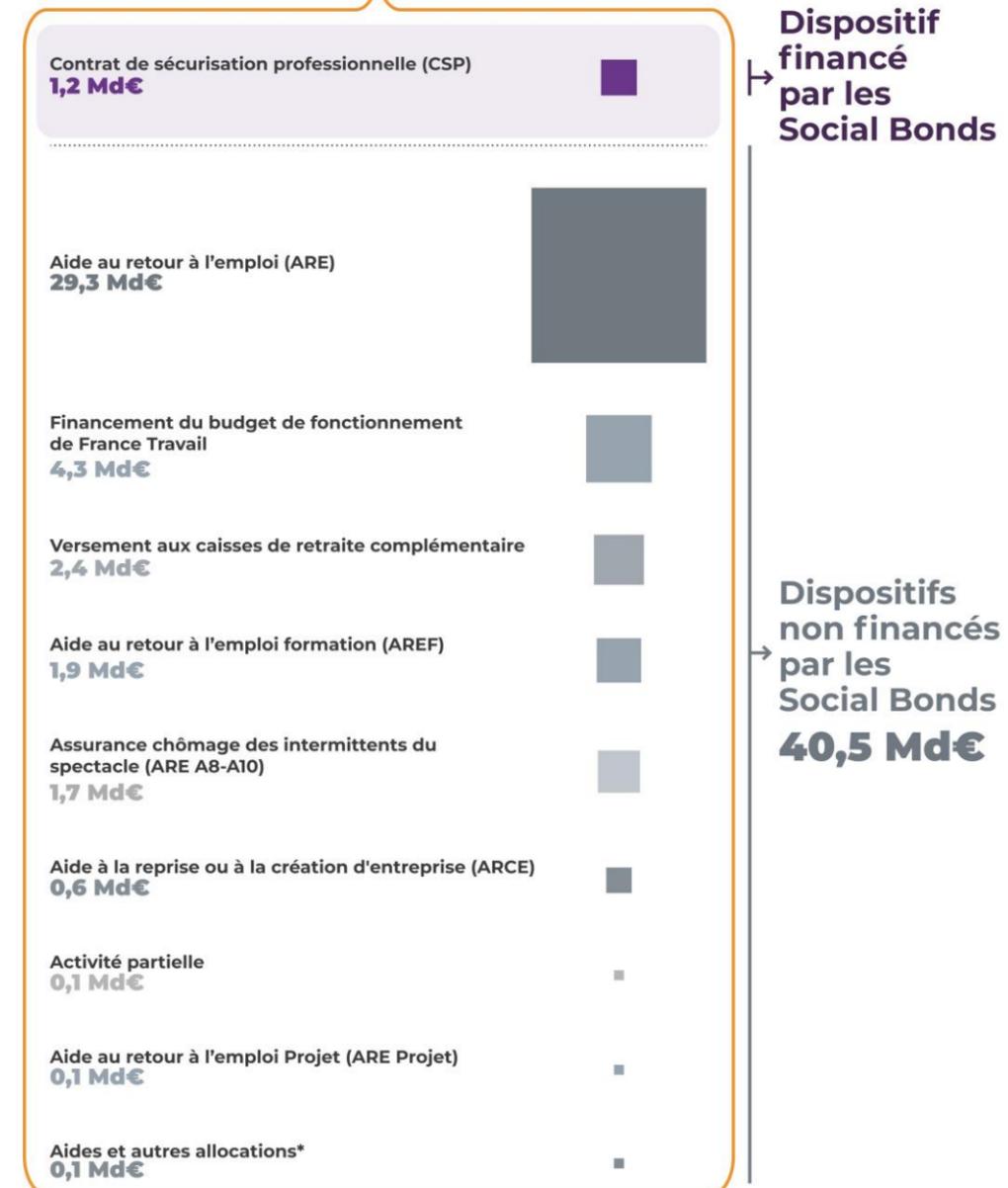
→ Objectif de l'allocation

Le contexte de ralentissement de l'économie, de persistance de l'inflation et de hausse des défaillances d'entreprises en 2023 a amené l'Assurance chômage à jouer un rôle important de soutien des personnes licenciées en les accompagnant dans le cadre de leur projet de reconversion professionnelle.

L'objectif de cette allocation est donc d'analyser l'impact des dépenses réalisées en 2023 sur le dispositif du CSP.

Dépenses éligibles en 2023

41,7 Md€



* (ATI, ARE Mayotte, fin de droits, congés non payés)

Source : Unédic - Rapport d'allocation et d'impact 2023 (publié le 26 décembre 2024)

Dépenses éligibles aux Obligations Sociales de l'Unédic

| | MONTANT | | | | | | | | | | | | |
|---|------------------------|------------|--------------------------|------------------------|------------|--------------------------|------------------------|------------|--------------------------|------------------------|------------|--------------------------|--------------------------|
| | 2020 | | | 2021 | | | 2022 | | | 2023 | | | TOTAL |
| | ÉLIGIBLE | ALLOCATION | FINANCEMENT SOCIAL BONDS | FINANCEMENT SOCIAL BONDS |
|  Mission protéger | 47 209 251 721€ | | 15 912 150 422€ | 38 518 666 220€ | | 8 829 791 339€ | 31 883 678 679€ | | 404 111 953€ | 33 542 694 065€ | | — | 25 146 053 714€ |
| Activité partielle | 8 938 017 150€ | 100 % | 8 938 017 150€ | 2 469 603 646€ | 100 % | 2 469 603 646€ | 180 730 833€ | 0 % | — | 94 519 539€ | 0 % | — | 11 407 620 796€ |
| Aide au retour à l'emploi (ARE) | 33 671 804 425€ | 19,2 % | 6 460 004 044€ | 31 753 876 800€ | 18,6 % | 5 904 836 464€ | 27 878 339 225€ | 1,4 % | 404 111 953€ | 29 294 993 416€ | 0 % | — | 12 768 952 460€ |
| Versement aux caisses de retraite complémentaire | 2 679 821 671€ | 19,2 % | 514 129 229€ | 2 448 698 948€ | 18,6 % | 455 351 229€ | 2 228 692 879€ | 0 % | — | 2 397 547 004€ | 0 % | — | 969 480 458€ |
| Assurance chômage des intermittents du spectacle (ARE A8-A10) | 1 880 859 737€ | 0 % | — | 1 812 375 967€ | 0 % | — | 1 554 298 127€ | 0 % | — | 1 704 078 609€ | 0 % | — | — |
| Aides et autres allocations* | 38 748 738€ | 0 % | — | 34 110 860€ | 0 % | — | 41 617 616€ | 0 % | — | 51 555 497€ | 0 % | — | — |
|  Mission accompagner | 4 075 466 400€ | | 781 886 503€ | 4 254 908 253€ | | 791 227 401€ | 3 925 126 301€ | | — | 4 333 751 755€ | | — | 1 573 113 904€ |
| Financement du budget de fonctionnement France Travail | 4 075 466 400€ | 19,2 % | 781 886 503€ | 4 254 908 253€ | 18,6 % | 791 227 401€ | 3 924 126 301€ | 0 % | — | 4 333 751 755€ | 0 % | — | 1 573 113 904€ |
|  Mission protéger & accompagner | 3 362 103 894€ | | 305 963 075€ | 3 971 233 363€ | | 378 981 260€ | 3 517 299 988€ | | 595 888 047€ | 3 837 540 459€ | | 1 000 000 000€ | 2 280 832 382€ |
| Aide au retour à l'emploi formation (ARE-F) | 1 594 786 744€ | 19,2 % | 305 963 075€ | 2 038 011 435€ | 18,6 % | 378 981 260€ | 1 929 437 726€ | 0 % | — | 1 886 168 461€ | 0 % | — | 684 944 335€ |
| Contrat de sécurisation professionnelle (CSP) | 1 290 815 462€ | 0 % | — | 1 389 714 260€ | 0 % | — | 910 327 854€ | 0 % | — | 1 231 316 183€ | 81,2 % | 1 000 000 000€ | 1 000 000 000€ |
| Aide à la reprise ou à la création d'entreprise (ARCE) | 453 360 449€ | 0 % | — | 485 776 162€ | 0 % | — | 595 888 047€ | 100 % | 595 888 047€ | 622 817 731€ | 0 % | — | 595 888 047€ |
| Aide au retour à l'emploi Projet (ARE Projet) | 23 141 240€ | 0 % | — | 57 731 507€ | 0 % | — | 81 646 361€ | 0 % | — | 97 238 085€ | 0 % | — | — |
| TOTAL | 54 646 822 015€ | | 17 000 000 000€ | 46 744 807 836€ | | 10 000 000 000€ | 39 325 104 968€ | | 1 000 000 000€ | 41 713 986 280€ | | 1 000 000 000€ | 29 000 000 000€ |

* (ATI, ARE Mayotte, fin de droits, congés non payés)

Source : Unédic - Rapport d'allocation et d'impact 2023 (publié le 26 décembre 2024)

Contribution du régime d'Assurance chômage aux ODD

| | Indicateurs | | | | | | | | | | |
|---|---------------------------------------|--------------------------|---|--|--|--|---------------------|--|---------------|--|--|
| | Taux de pauvreté en conditions de vie | Inégalités du patrimoine | Inégalités des revenus - rapport interquintiles | Compétences numériques : personnes n'ayant pas utilisé Internet au cours des trois derniers mois | Jeunes de 18 à 24 ans sortis précocement du système scolaire | Jeunes et adultes, sortis de formation initiale, ayant participé à une formation | Taux de sous-emploi | Jeunes de 15-24 ans ne travaillant pas et ne suivant ni études, ni formation | Taux d'emploi | Emplois aidés dans l'emploi des jeunes | Taux de croissance annuelle du PIB réel par habitant |
| Mission Protéger | | | | | | | | | | | |
| Activité partielle | ✓ | ✓ | ✓ | | | | | | | | |
| Aide au retour à l'emploi (ARE) | ✓ | ✓ | ✓ | | | | | | | | |
| Versement aux caisses de retraite complémentaire | ✓ | ✓ | ✓ | | | | | | | | |
| Assurance chômage des intermittents du spectacle (ARE A8-A10) | ✓ | ✓ | ✓ | | | | | | | | |
| Aides et autres allocations | ✓ | ✓ | ✓ | | | | | | | | |
| Mission Accompagner | | | | | | | | | | | |
| Financement du budget de fonctionnement France Travail | | | | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Mission Protéger & Accompagner | | | | | | | | | | | |
| Aide au retour à l'emploi formation (ARE-F) | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Contrat de sécurisation professionnelle (CSP) | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Aide à la reprise ou à la création d'entreprise (ARCE) | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Aide au retour à l'emploi Projet (ARE Projet) | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |



ODD 1 - Pas de pauvreté : L'objectif 1 vise à mettre fin à la pauvreté et à lutter contre les inégalités sous toutes leurs formes, partout. Il se compose de sept sous-objectifs : réduction de la pauvreté, accès aux services de base, réduction de la proportion de travailleurs pauvres et des plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants.



ODD 4 - Éducation de qualité : L'objectif 4 vise à garantir l'accès universel à une éducation équitable, gratuite et de qualité à tous les stades de la vie, y compris l'élimination des disparités entre les sexes et les revenus. Il met également l'accent sur l'acquisition de compétences de base et de compétences de niveau supérieur pour vivre dans une société durable. L'ODD 4 appelle également à la construction et à l'amélioration des infrastructures éducatives, à l'augmentation du nombre de bourses d'études supérieures dans les pays en développement et au nombre d'enseignants qualifiés dans ces pays.



ODD 8 - Travail décent et croissance économique : L'objectif 8 reconnaît l'importance d'une croissance économique soutenue, inclusive et durable pour fournir un emploi décent et de qualité à tous. Il vise à éradiquer le travail indigne et à protéger les travailleurs. Il favorise le développement de formations et d'opportunités d'emploi pour les nouvelles générations, accompagnées d'une augmentation des compétences pour les emplois durables. L'ODD 8 prévoit également une coopération internationale renforcée pour soutenir la croissance et l'emploi décent dans les pays en développement, grâce à une augmentation de l'aide au commerce, à des politiques axées sur le développement et à une stratégie mondiale pour l'emploi des jeunes.



ODD 10 - Inégalités réduites : L'objectif 10 appelle les pays à adapter leurs politiques et leur législation afin d'augmenter les revenus des 40 % les plus pauvres et de réduire les inégalités salariales fondées sur le sexe, l'âge, le handicap, l'origine sociale ou ethnique et l'appartenance religieuse. Cela inclut également la promotion de la représentation des pays en développement dans les prises de décision mondiales.

Source : Unédic - Rapport d'allocation et d'impact 2023 (publié le 26 décembre 2024)

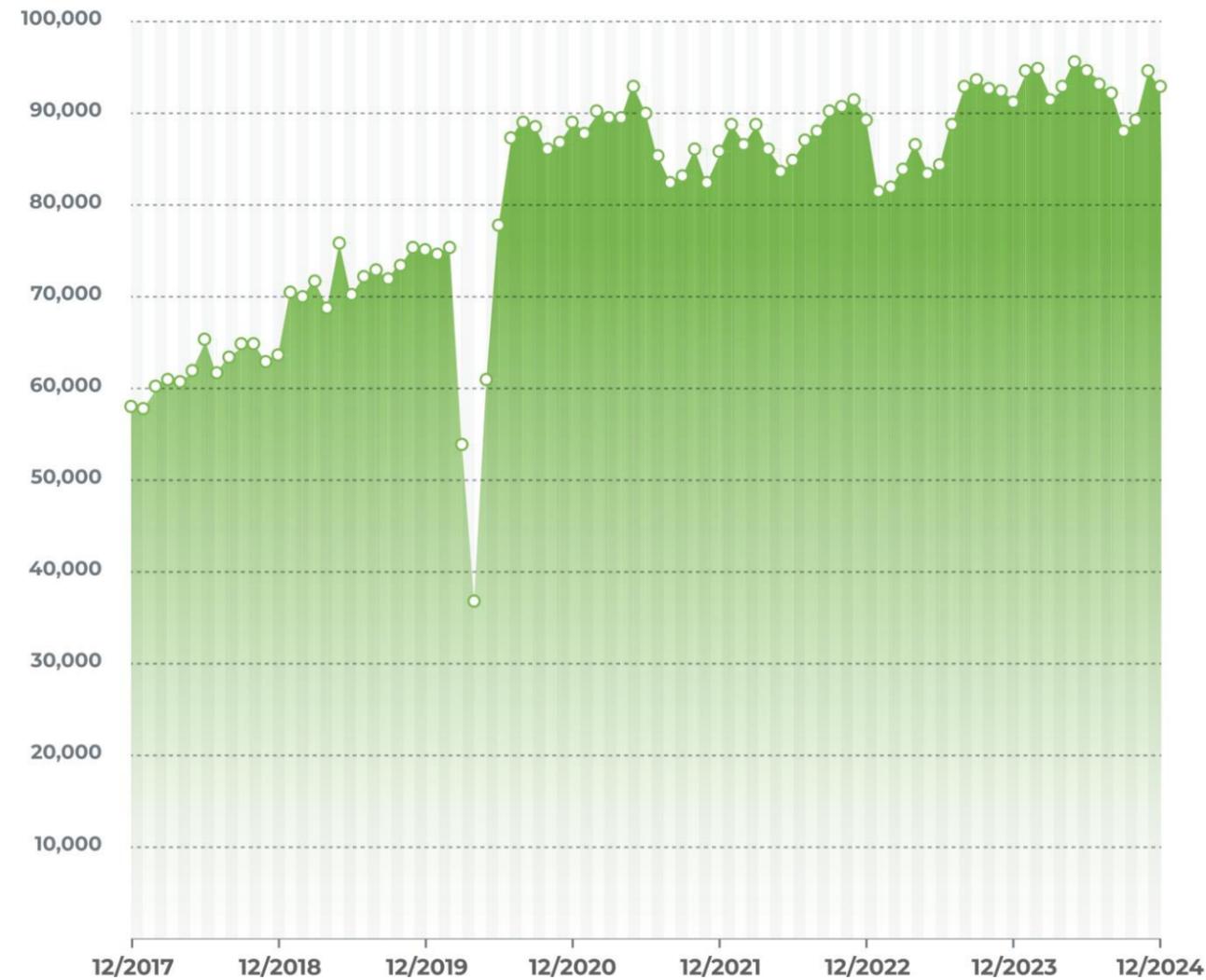
Annexes

- Créations et défaillances d'entreprises en France
- Pyramide des âges
- Règles relatives à l'Assurance chômage
- L'Unédic : au cœur de son écosystème
- Le taux d'emploi français converge vers la moyenne européenne
- Taux de chômage en Europe
- Projections du taux de chômage par pays
- Taux de chômage par âge et par pays
- Comparaison des taux de chômage des hommes et des femmes par pays
- Niveaux secondaires de la dette de l'Unédic
- Base investisseurs de l'Unédic : Programmes EMTN & NEU MTN
- Analyse et recherche

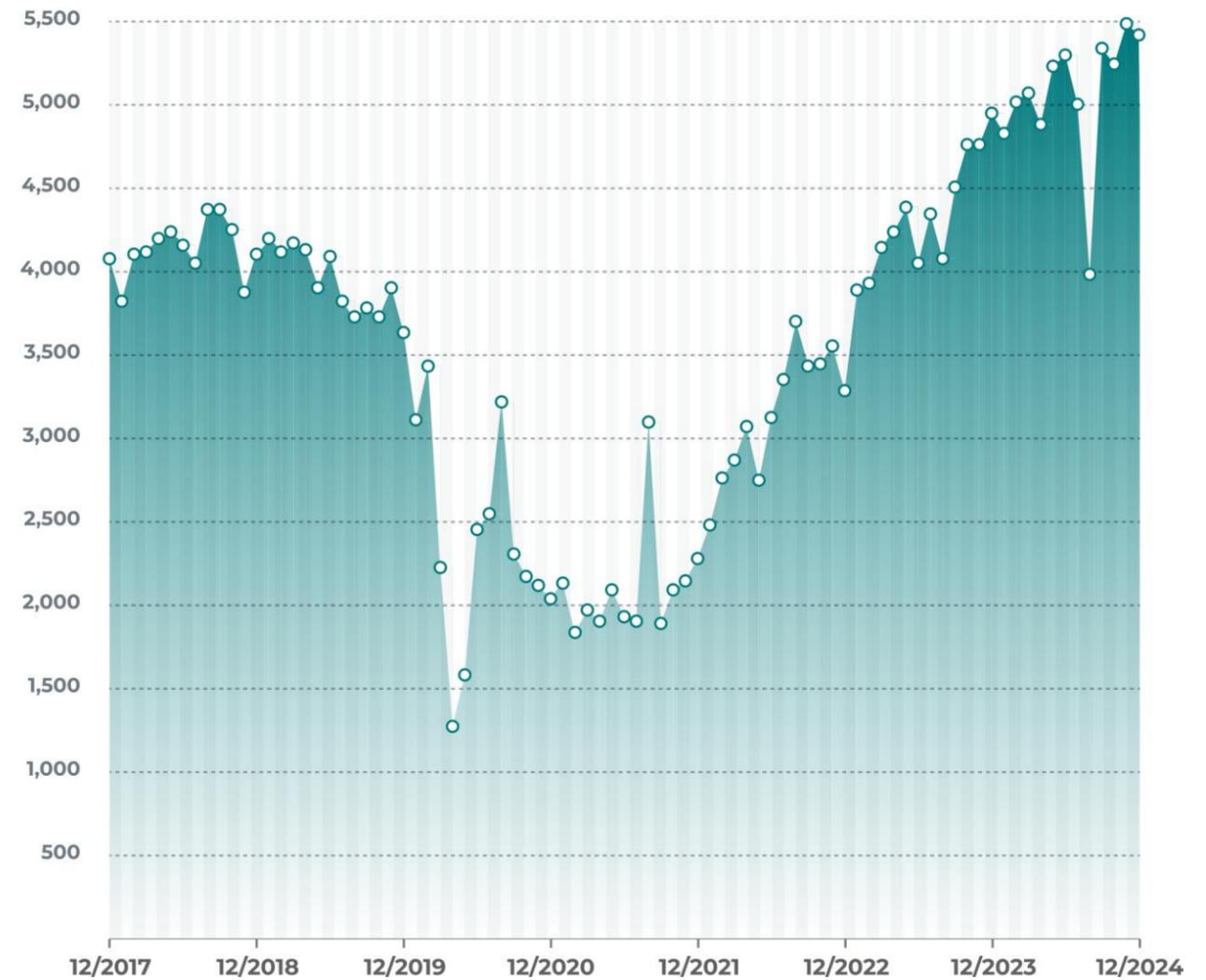
Unédic

Créations et défaillances d'entreprises en France

Nombre de créations d'entreprises



Nombre de défaillances d'entreprises

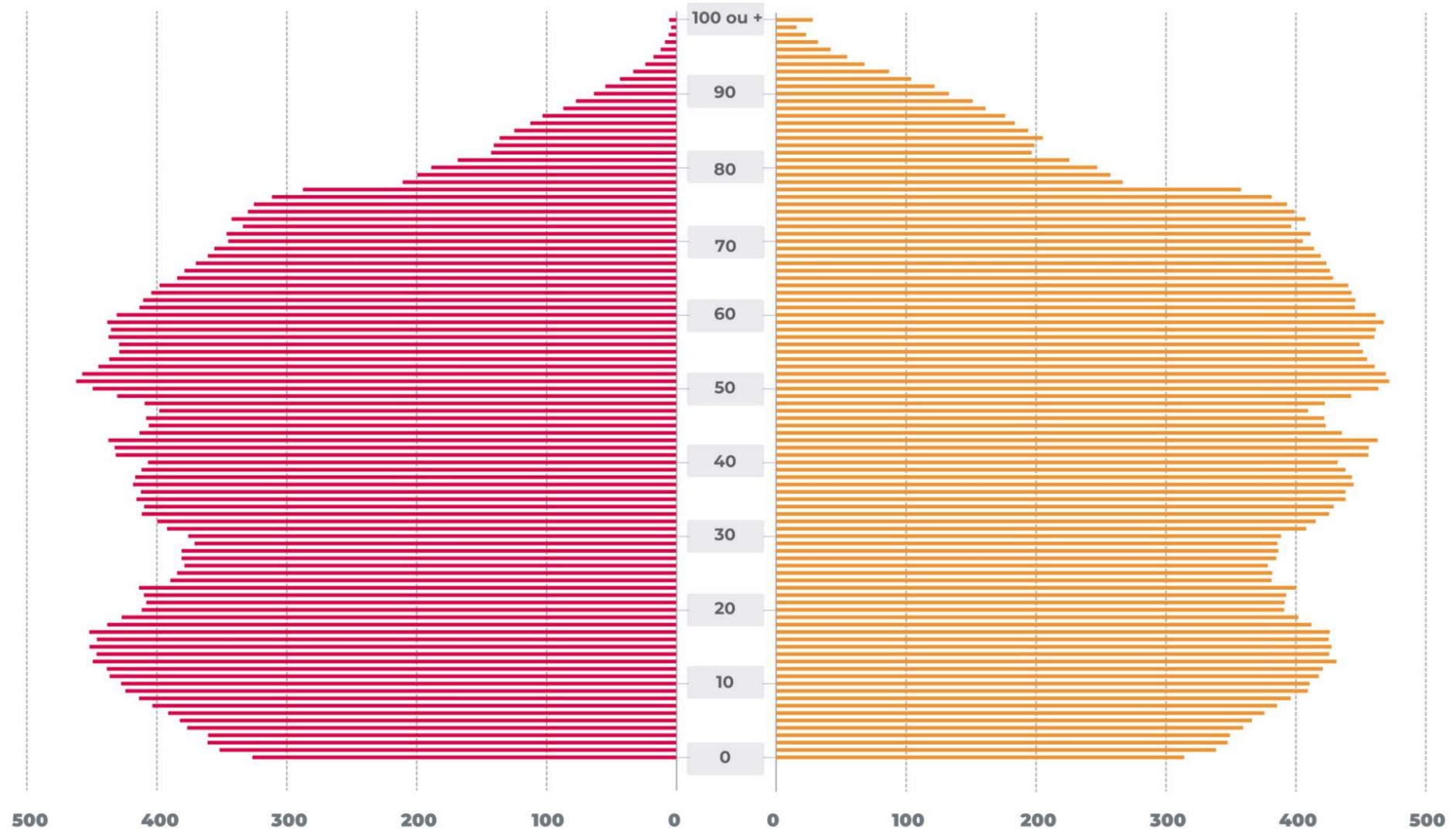


Sources :
Insee - [Nombre de créations d'entreprises en décembre 2024 \(publié le 14 mars 2025\)](#)
Insee - [Nombre de défaillances d'entreprises en décembre 2024 par date de jugement \(publié le 24 février 2025\)](#)

Pyramide des âges

Structure d'âge par sexe

Hommes Femmes



en milliers

Source : Pyramide des âges en 2024 (publié le 16 janvier 2024)

CONDITIONS pour bénéficier des allocations chômage

-  Avoir perdu involontairement son emploi
-  Rechercher activement un travail ou une formation
-  Être disponible pour travailler
-  Vivre en France
-  Respecter les conditions minimales d'ouverture de droits

CALCUL de l'allocation chômage

→ Le salaire journalier de référence est le quotient entre :

$$\frac{\text{Le salaire de référence}}{\text{Le nombre de jours calendaires entre le début du premier contrat et la fin du dernier contrat}}$$

Le salaire de référence
Montant total des salaires perçus au cours de la période de référence

→ L'allocation journalière est le résultat le plus élevé entre :

$$40,4 \% \text{ du salaire journalier de référence} + 13,11 \text{ €}$$

OU

$$57 \% \text{ du salaire journalier de référence}$$

CONDITIONS MINIMALES pour bénéficier des allocations chômage



DURÉE du versement des allocations chômage



Source : Unédic

***dégradation** de l'état du marché du travail, c'est-à-dire lorsque le taux de chômage dépasse 9 %

Nouvelles règles de l'Assurance chômage : les impacts financiers

| Principales évolutions réglementaires de la convention du 15 novembre 2024 | IMPACT FINANCIER | | | | |
|---|------------------|---------------|---------------|-----------------|---------------------|
| | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | Régime de croisière |
| Recettes | | | | | |
| Baisse du taux de la contribution patronale d'assurance chômage de 0,05 point Suppression de la contribution exceptionnelle de 0,05 point mis en place au 1er octobre 2017, ramenant le taux de la contribution patronale à 4,00 %. | - 250 M€ | - 385 M€ | - 395 M€ | - 405 M€ | > - 405 M€* |
| Dépenses | | | | | |
| Décalage de 2 ans des bornes d'âge pour l'entrée dans les filières seniors L'entrée dans les filières seniors est décalée de 2 ans. Désormais, les durées maximales d'indemnisation sont de 18 mois jusqu'à 55 ans (au lieu de 53), de 22,5 mois à partir de 55 ans (au lieu de 53) et de 27 mois à partir de 57 ans (au lieu de 55). | - € | - 15 M€ | - 135 M€ | - 230 M€ | - 300 M€ |
| Mensualisation du calcul du paiement de l'ARE Le paiement de l'ARE, auparavant calculé en jours calendaires, est désormais mensualisé sur la base de 30 jours par mois. | - 445 M€ | - 325 M€ | - 265 M€ | - 305 M€ | - 200 M€ |
| Limitation du dispositif de cumul de l'ARE avec les revenus de l'entreprise créée Le cumul de l'ARE avec les revenus d'une création d'entreprise est désormais plafonné à 60 % des droits restants, contre un cumul total (100%) auparavant. | - € | - 150 M€ | - 575 M€ | - 640 M€ | - 840 M€ |
| Accompagnement et suivi des demandeurs d'emploi frontaliers Renforcement de l'accompagnement pour accélérer leur retour à l'emploi. | - 85 M€ | - 170 M€ | - 200 M€ | - 200 M€ | - 200 M€ |
| Economies générées** | 275 M€ | 215 M€ | 760 M€ | 1 005 M€ | 1 535 M€ |

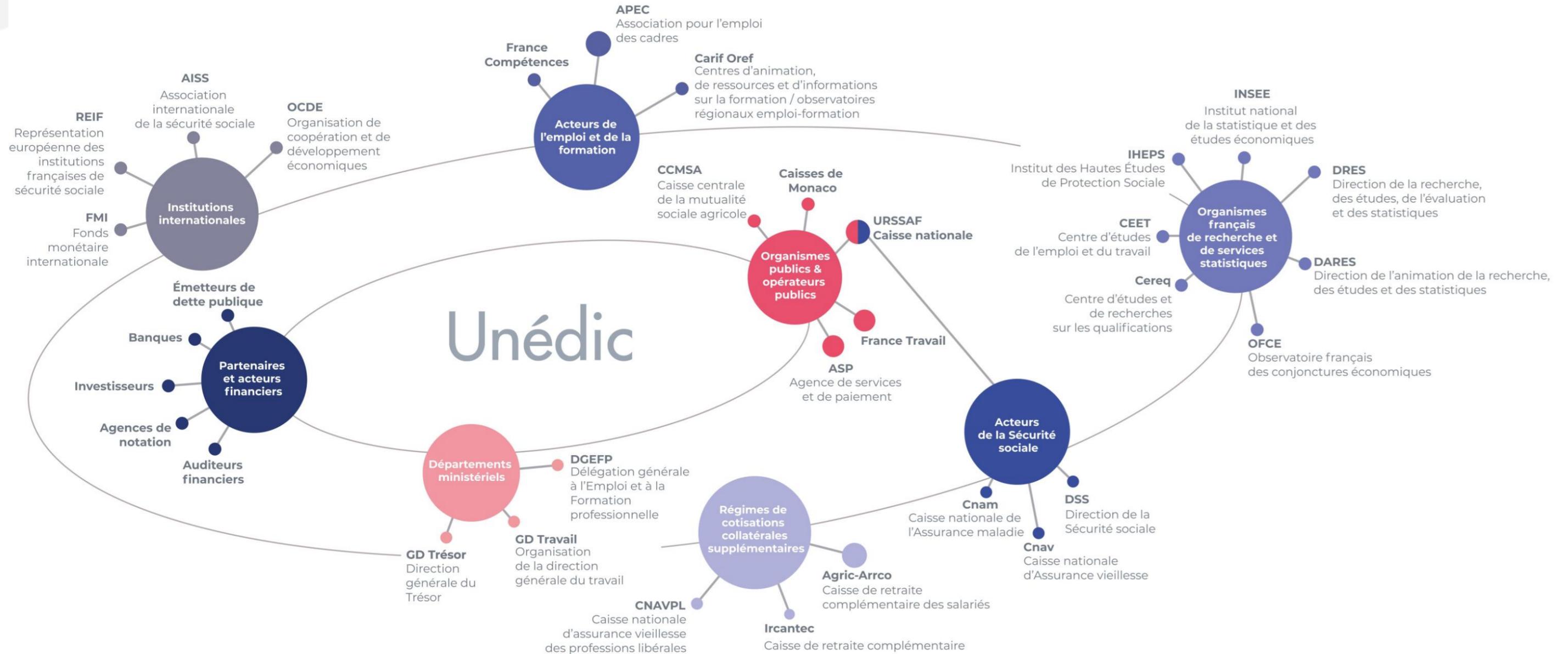
*L'impact de cette mesure en régime de croisière est donné à titre indicatif car il ne peut pas être simulé

**Outre les mesures figurant dans ce tableau, les économies générées intègrent l'impact financier de l'ensemble des mesures de la convention d'assurance chômage du 15 novembre 2024

Source : Unédic - Etude d'impact de la convention d'assurance chômage du 15 novembre 2024 (publiée le 25 février 2025)

Note : Estimation *ex ante* des effets financiers de la convention du 15 novembre 2024.

L'Unédic : au cœur de son écosystème

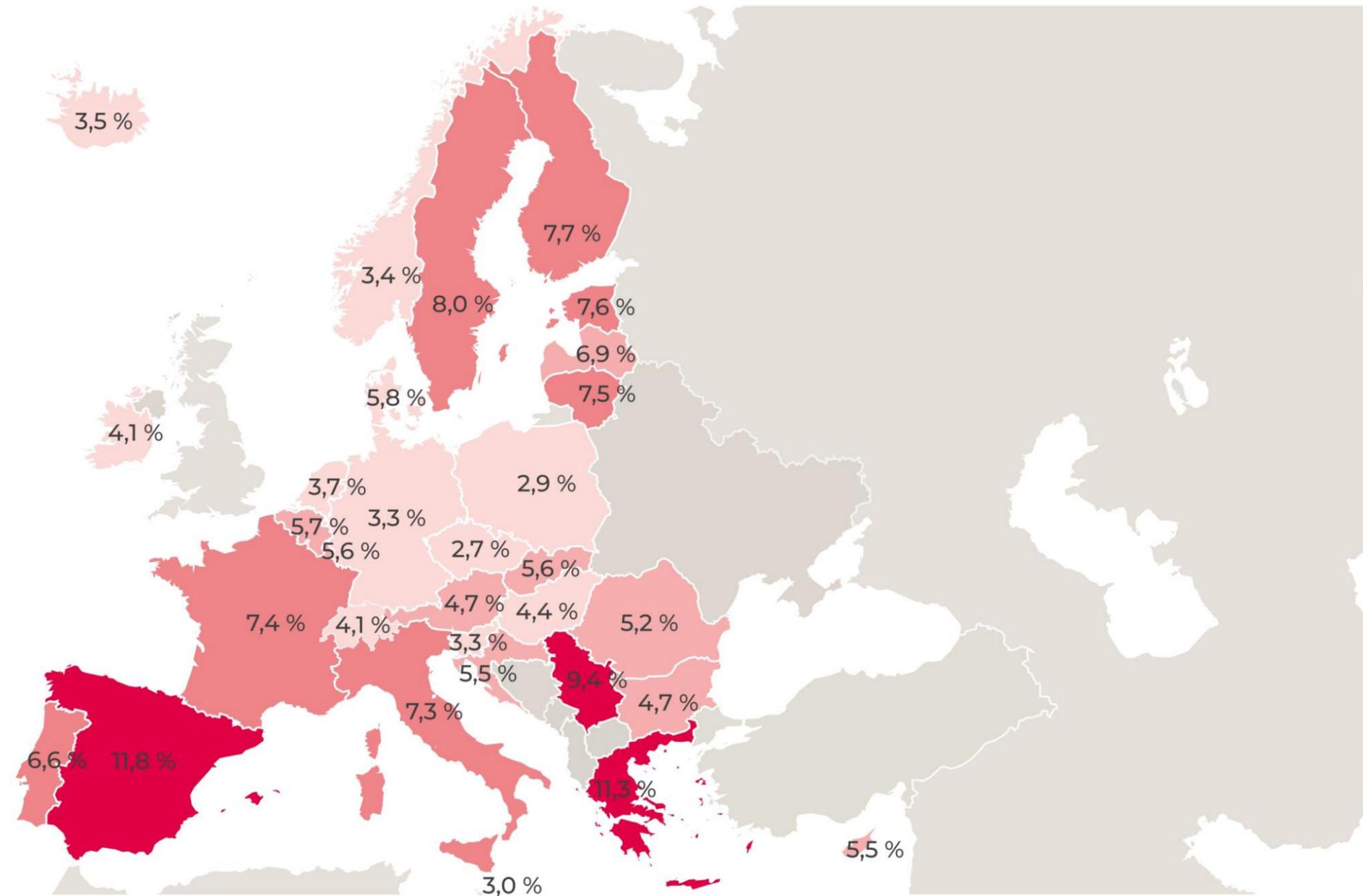


Le taux d'emploi français converge vers la moyenne européenne



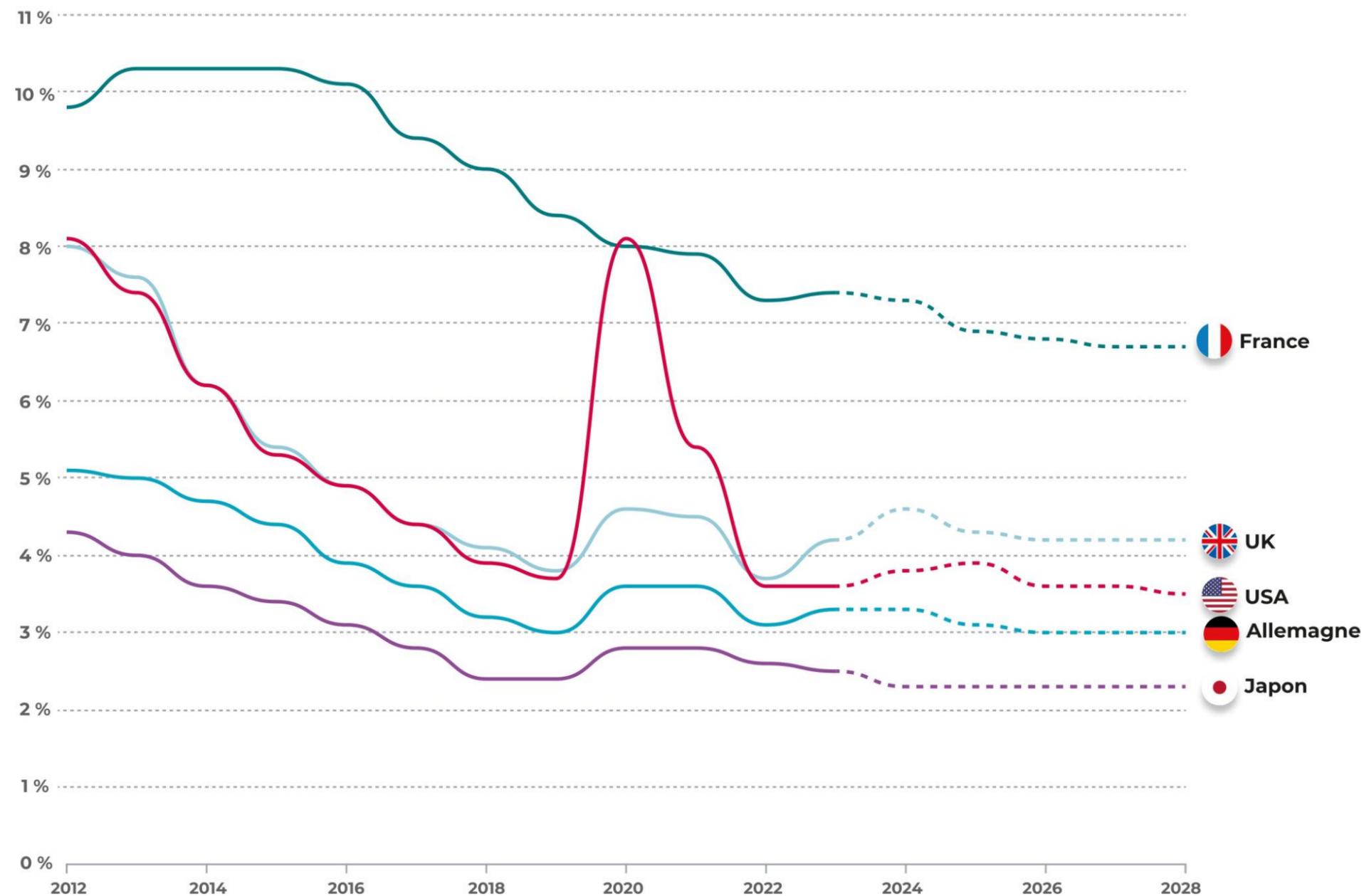
Source : Eurostat - Emploi et activité, données de 2023

Taux de chômage en Europe



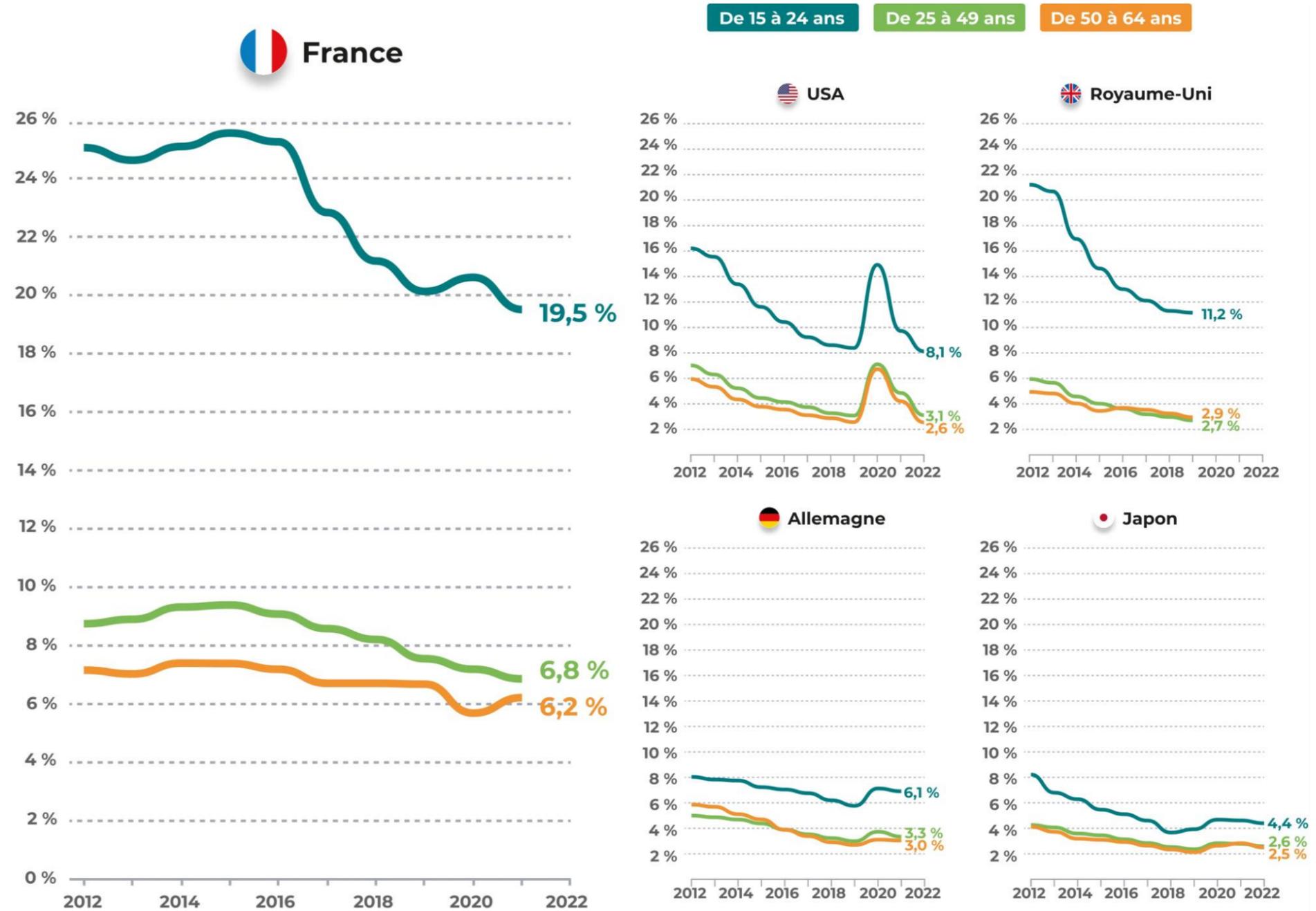
Source : Eurostat – Chômage, données de février 2024

Projections du taux de chômage par pays



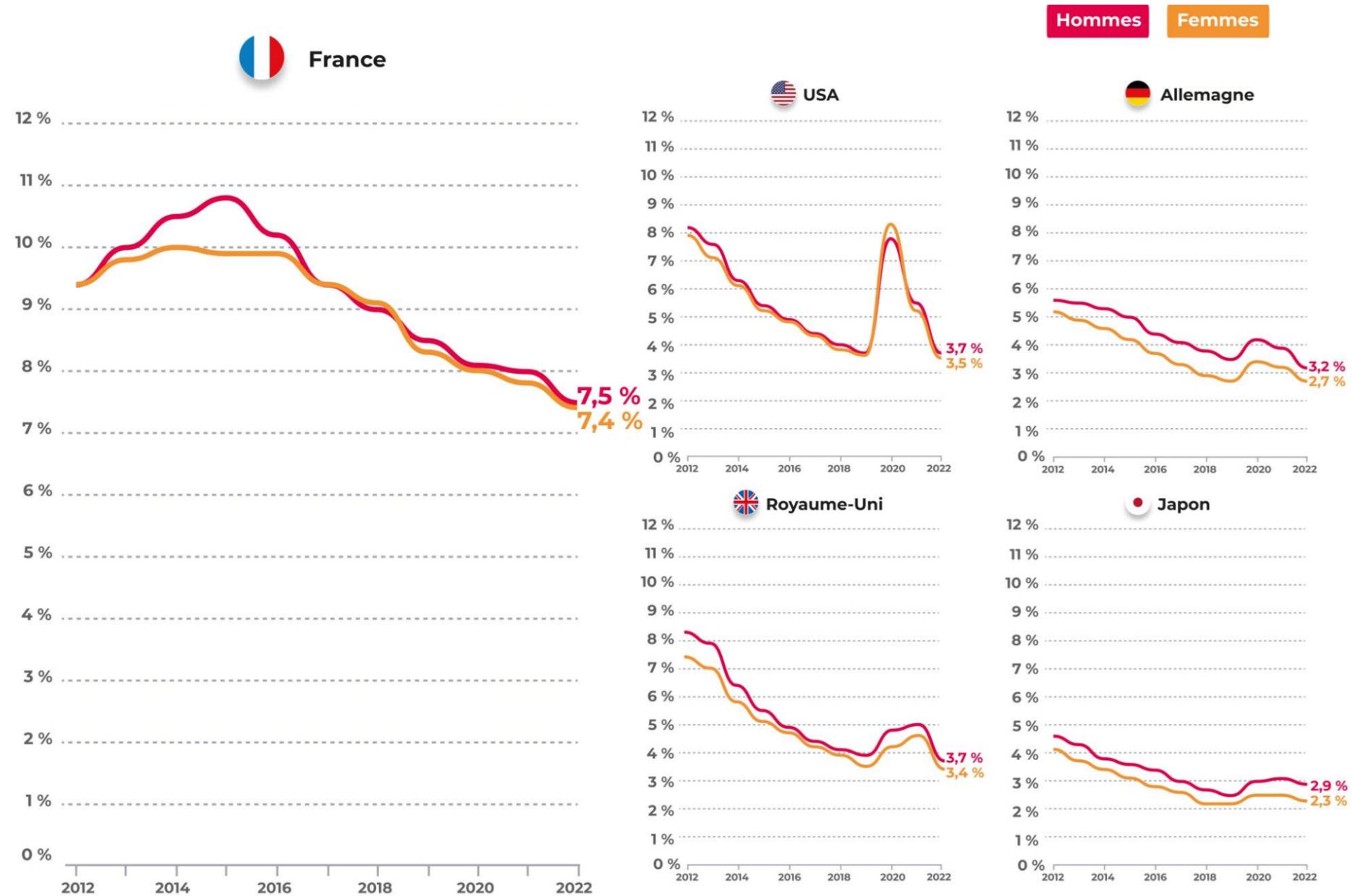
Source : FMI - Taux de chômage, données de 2023

Taux de chômage par âge et par pays



Source : ILOSTAT - Taux de chômage par âge et par pays, données de 2022

Comparaison des taux de chômage des hommes et des femmes par pays



Source : La Banque Mondiale - [Chômage, femmes](#) et [Chômage, hommes](#), données de 2022

Niveaux secondaires de la dette de l'Unédic

→ Programme EMTN :

| ISIN Code | Coupon (%) | Pricing date | Maturity date | Time to maturity | Outstanding nominal (EUR) | Mid Price | Mid Yield | Spread vs. MS (bp) | Spread vs. OAT (bp) |
|--------------|------------|--------------|---------------|------------------|---------------------------|-----------|-----------|--------------------|---------------------|
| FR0013128584 | 0,625 | 2016-02-25 | 2026-03-03 | 0,78 | 2 250 000 000 | 98,93 | 2,03 | 12,07 | 14,02 |
| FR0013246873 | 1,25 | 2017-03-21 | 2027-03-28 | 1,85 | 3 250 000 000 | 98,54 | 2,06 | 9,24 | 9,64 |
| FR0013020450 | 1,25 | 2015-10-14 | 2027-10-21 | 2,42 | 2 000 000 000 | 97,82 | 2,18 | 13,97 | 8,83 |
| FR0013369758 | 0,875 | 2018-09-26 | 2028-05-25 | 3,01 | 2 000 000 000 | 95,87 | 2,30 | 21,20 | 8,67 |
| FR0014000667 | 0 | 2020-10-08 | 2028-11-25 | 3,52 | 3 000 000 000 | 92,05 | 2,38 | 24,25 | 6,67 |
| FR0013410008 | 0,5 | 2019-03-13 | 2029-03-20 | 3,83 | 2 500 000 000 | 92,92 | 2,45 | 28,33 | 7,38 |
| FR0013518487 | 0,25 | 2020-06-10 | 2029-11-25 | 4,52 | 4 000 000 000 | 90,24 | 2,56 | 32,97 | 7,04 |
| FR0013489259 | 0 | 2020-02-27 | 2030-03-05 | 4,79 | 1 400 000 000 | 88,44 | 2,59 | 33,77 | 10,25 |
| FR0014000L31 | 0 | 2020-11-12 | 2030-11-19 | 5,50 | 2 500 000 000 | 86,17 | 2,74 | 42,33 | 7,47 |
| FR0014002P50 | 0,01 | 2021-03-24 | 2031-05-25 | 6,01 | 3 000 000 000 | 84,72 | 2,80 | 44,51 | 6,41 |
| FR0014004QY2 | 0,01 | 2021-07-20 | 2031-11-25 | 6,52 | 2 000 000 000 | 83,16 | 2,88 | 48,15 | 5,13 |
| FR0013252228 | 1,5 | 2017-04-11 | 2032-04-20 | 6,92 | 2 500 000 000 | 91,07 | 2,93 | 51,06 | 5,99 |
| FR001400ADP1 | 1,75 | 2022-05-10 | 2032-11-25 | 7,52 | 1 000 000 000 | 91,58 | 3,01 | 54,09 | 2,02 |
| FR001400HQB8 | 3,125 | 2023-04-26 | 2033-04-25 | 7,93 | 1 000 000 000 | 100,17 | 3,09 | 59,30 | 4,27 |
| FR0013336492 | 1,25 | 2018-05-23 | 2033-05-25 | 8,01 | 2 000 000 000 | 87,20 | 3,07 | 56,77 | 2,48 |
| FR001400YA95 | 3,375 | 2025-03-12 | 2033-11-25 | 8,52 | 2 000 000 000 | 101,41 | 3,17 | 63,95 | 4,37 |
| FR0014001ZY9 | 0,1 | 2021-02-09 | 2034-05-25 | 9,01 | 3 000 000 000 | 75,92 | 3,21 | 65,31 | 1,78 |
| FR001400PT61 | 3,125 | 2024-04-24 | 2034-11-25 | 9,52 | 1 000 000 000 | 98,78 | 3,26 | 67,47 | 0,88 |
| FR001400ZAD0 | 3,25 | 2025-04-23 | 2035-05-25 | 10,01 | 2 000 000 000 | 98,69 | 3,39 | 77,87 | 7,45 |
| FR0013524410 | 0,25 | 2020-07-09 | 2035-07-16 | 10,16 | 3 500 000 000 | 73,93 | 3,31 | 68,76 | -1,81 |
| FR00140045Z3 | 0,5 | 2021-06-16 | 2036-05-25 | 11,02 | 2 000 000 000 | 73,20 | 3,46 | 80,13 | 3,68 |

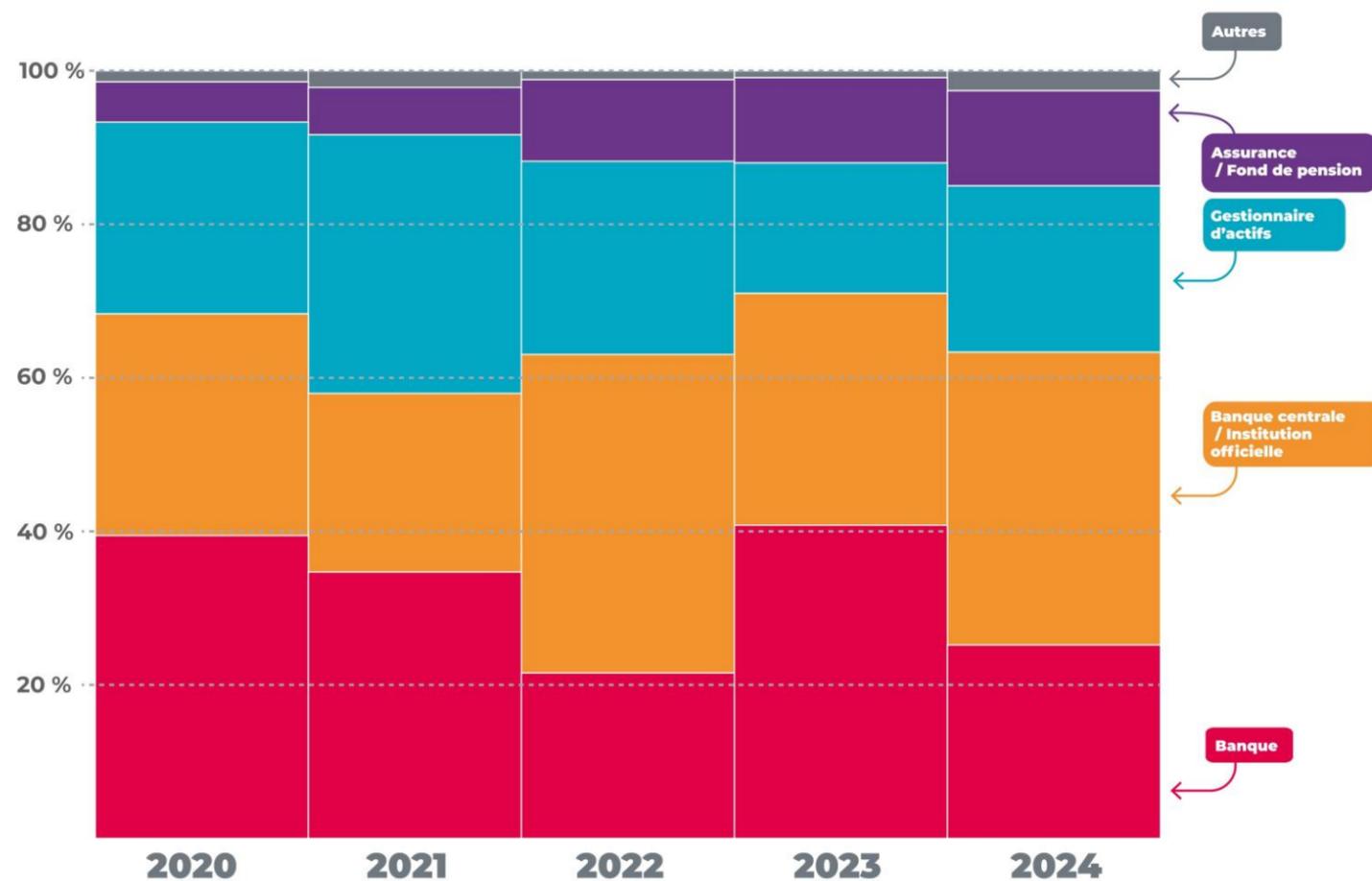
Obligations Sociales

Source : Unédic, au 22 mai 2025

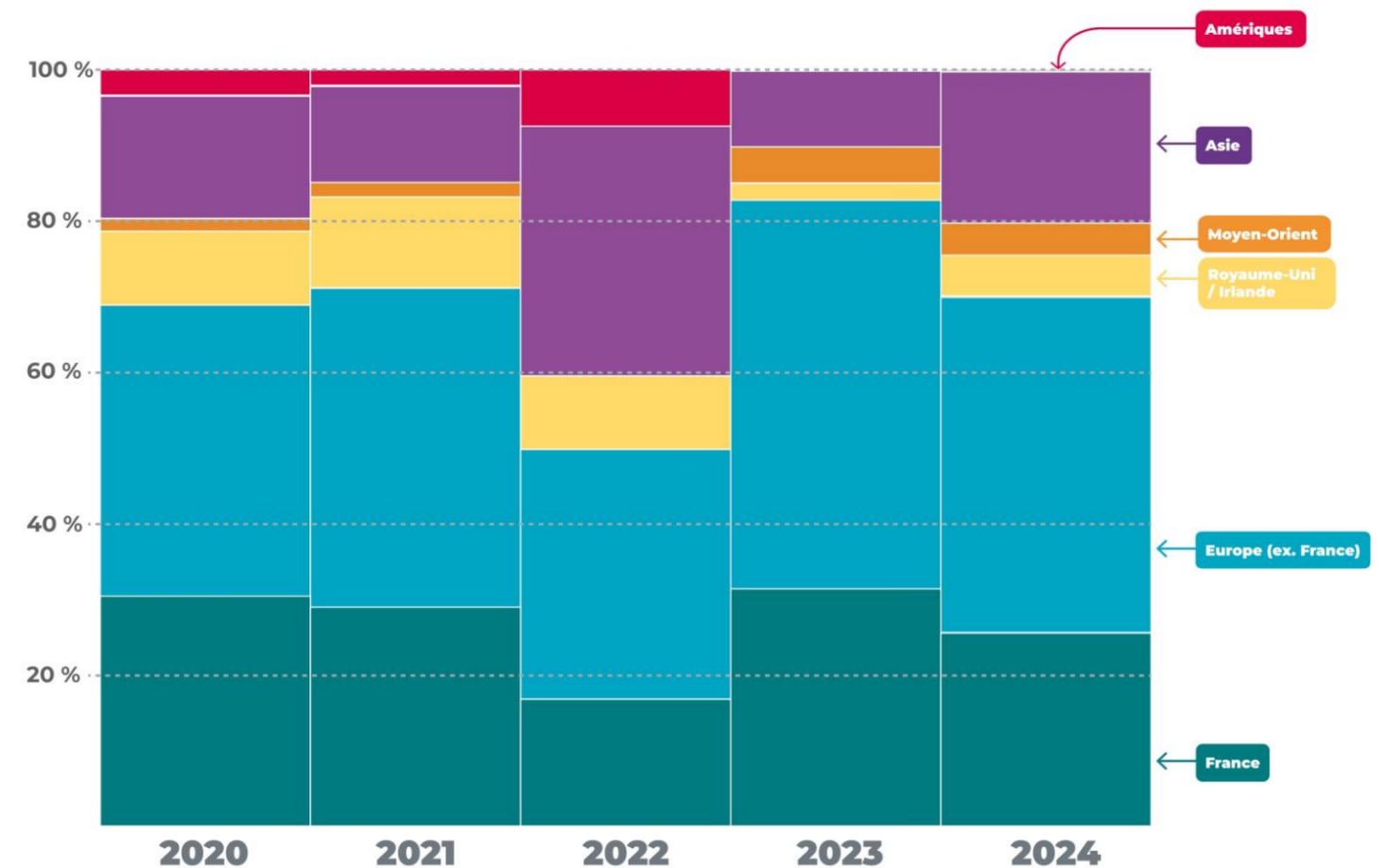
Base investisseurs de l'Unédic : Programmes EMTN & NEU MTN

La présence de l'Unédic sur le marché obligataire depuis plus de 10 ans a conduit à un fort développement et diversification de sa base d'investisseurs internationaux.

Répartition par type d'investisseur



Répartition par zone géographique d'investisseur



Source : Unédic - Carnets d'ordres d'émissions primaires

Analyse et recherche pour améliorer la prise de décision et les programmes

→ Publications issues d'enquêtes et de recherches économétriques de l'Unédic

(par exemple, sur les situations des demandeurs d'emploi en situation de chômage récurrent, les bénéficiaires du chômage actif, l'impact du numérique sur les demandeurs d'emploi, les programmes spécifiques)

→ Comparaisons des systèmes nationaux : points de repère et exemples

→ Ces études visent à établir une évaluation partagée, avant que des décisions ne soient prises

**TRANSITION ÉCOLOGIQUE
EMPLOI
ET DÉCARBONATION :
PANORAMA DES TRAVAUX
EXISTANTS**
Mai 2024

**Emploi et décarbonation :
panorama des travaux existants**
—
Mai 2024

↓ **TÉLÉCHARGER**

**BAROMÈTRE UNÉDIC
RECRUTEMENT ET VIE
PROFESSIONNELLE :
QUELLE PLACE POUR
LES "SOFT-SKILLS" ?**
TERRAIN RÉALISÉ DU 29 AOÛT AU 26 SEPTEMBRE 2023
Décembre 2023

**Recrutement et vie professionnelle :
quelle place pour les "soft skills" ?**
Décembre 2023

↓ **TÉLÉCHARGER**

**ÉTUDE DE L'UNÉDIC
EN PARTENARIAT AVEC ELIAS
BAROMÈTRE
DE LA PERCEPTION
DU CHÔMAGE
ET DE L'EMPLOI**
TERRAIN RÉALISÉ DU 29 AOÛT AU 26 SEPTEMBRE 2023
Décembre 2023

**Baromètre de la perception du
chômage et de l'emploi**
Décembre 2023

↓ **TÉLÉCHARGER**

**ALLOCATAIRES ENTREPRENEURS
COMMENT L'ASSURANCE
CHÔMAGE SOUTIEN
LES CRÉATIONS
D'ENTREPRISES**
Décembre 2022

**Comment l'Assurance chômage
soutient les créations d'entreprises**
Décembre 2022

↓ **TÉLÉCHARGER**

Contacts de l'équipe de financement de l'Unédic

→ **Jun DUMOLARD**
Directeur Finances et Comptabilité

→ **Florian RABASSE, CFA**
Sous-Directeur Finances et Trésorerie

→ **Cassandra BAUFLE**
Responsable Trésorerie

→ **Bing SONG**
Trésorière

→ Relation Investisseurs

✉ investors@unedic.fr

→ **Constance CUCHE**
Trésorière

→ Ce document est un projet à des fins de discussion uniquement, il est hautement confidentiel et exclusif et ne doit être transmis à aucune personne autre que son (ses) destinataire(s) d'origine sans l'accord écrit préalable de l'Unédic. Les prix et les marges ne sont donnés qu'à titre indicatif et sont susceptibles d'être modifiés à tout moment en fonction des conditions du marché. Unédic ne saurait être tenu responsable de toute perte financière ou autre conséquence de la mise en œuvre des opérations décrites dans le présent document. L'Autorité des Marchés Financiers lui a accordé son visa sous le numéro 20-184 en date du 7 mai 2020 au titre d'un Prospectus de Base.

→ Le Prospectus de Base est disponible gratuitement au siège social de l'Unédic, 4, rue de Traversière, 75012 Paris, France et sur son site internet www.unedic.org. Vous êtes invité à faire rapport à la section « risques » du Prospectus de Base avant de prendre une décision quant à la mise en œuvre des opérations décrites dans le présent document ou dans le Prospectus de Base. Si vous le souhaitez, vous devez contacter votre conseiller financier, juridique ou fiscal, ou tout autre spécialiste, afin de confirmer que toute décision prise est conforme à votre situation financière personnelle.

→ L'évolution de la réglementation européenne intervenue en juillet 2019 sur les directives Prospectus a supprimé la possibilité pour l'Unédic d'émettre ses documentations financières au format prospectus de base. Depuis le 17 mai 2020, l'ensemble de la documentation juridique de l'Unédic pour le financement du programme est conservé sous forme de Mémoire d'information sans visa de l'Autorité des Marchés Financiers. L'Unédic mettra à jour le Mémoire d'Information avec toutes les informations importantes et significatives relatives à l'Émetteur.



Unédic

<https://www.unedic.org>



Unédic